FinDev Canada

2020 ANNUAL REPORT

RAPPORT ANNUEL 2020

Contents
Table des matières

Supporting sustainable and inclusive economic growth during a global pandemic
Appuyer une croissance économique durable et inclusive pendant une pandémie mondiale . . . . . **IV**

Word from Chair
Mot de la présidente du conseil d'administration . . . . . **VI**

Word from Interim CEO (2020–2021)
Mot du Chef de la direction par intérim (2020–2021) . . . . . **VII**

2020 Highlights
Points saillants de 2020 . . . . . **VIII**

Leading by example
Donner l'exemple X

Investment updates and featured transactions
Mises à jour sur les investissements et transactions en vedette . . . . . **XI**

Investments in 2020
Investissements en 2020 XI

Overall portfolio
Portefeuille global XIV

Turning challenges into opportunities
Transformer les défis en possibilités XV

A standardized approach to impact management
Une approche normalisée de gestion des impacts . . . . . **XVII**

International standards for impact measurement
Normes internationales pour la mesure des impacts XVIII

Environmental and social risk management
Gestion des risques environnementaux et sociaux XVIII

Technical assistance
Assistance technique . . . . . **XX**

FinDev Canada Technical Assistance Facility
Facilité d'assistance technique de FinDev Canada XX

Project visualization
Visualisation des projets XXII

More power through partnerships
Plus de pouvoir grâce aux partenariats ..... **XXV**

2X Challenge
Défi 2X XXV

UN Women
ONU Femmes XXVI

2021 vision
Vision pour 2021 ..... **XXVIII**

Word from the CEO (2021)
Mot de la Chef de la direction (2021) XXIX

Portfolio growth and continued support to clients
Croissance du portefeuille et soutien continu des clients XXX

Gender-lens investing
Investissements intégrant une optique de genre XXX

More value-added offering for clients
Plus d'offres à valeur ajoutée pour les clients XXXI

Technology for growth
Technologies pour la croissance XXXI

Climate change strategy
Stratégie sur le changement climatique XXXI

Continued COVID-19 response
Réponse à la COVID-19 soutenue XXXII

2X Canada: Partnering with Global Affairs Canada to enhance our COVID-19 response
2X Canada: Établir un partenariat avec Affaires mondiales Canada pour améliorer notre réponse à la COVID-19 XXXIII

Financial review
Revue financière ..... **XXXIV**

Supporting sustainable and inclusive economic growth during a global pandemic

In 2020, FinDev Canada faced the challenge of continuing operations amidst a global pandemic that paralyzed several areas of activity around the world. This created limitations to our operations, but also led to increased demand for our products and services. We responded by doubling our investments compared to 2019.

Appuyer une croissance économique durable et inclusive pendant une pandémie mondiale

En 2020, FinDev Canada a fait face au défi consistant à poursuivre ses opérations au milieu d'une pandémie mondiale qui a paralysé plusieurs secteurs d'activité dans le monde. La situation a imposé des limites à nos opérations, mais a aussi entraîné une augmentation de la demande de nos produits et services. Nous avons réagi en doublant nos investissements par rapport à 2019.

Word from Chair
Mot de la présidente du conseil d'administration

Mairead Lavery

Chair of the FinDev Canada
Board of Directors

Présidente du conseil d'administration de FinDev Canada

We all know that 2020 was a year of exceptional challenges. COVID-19 affected people and organizations everywhere.

FinDev Canada was no exception. We pursued our strategic vision, but we also pivoted to take into account the impact of the pandemic on our staff, our clients, our development partners, and the people we serve in Africa and Latin America, and the Caribbean.

Despite everything, 2020 was a remarkable year for FinDev Canada. We reached new heights in portfolio growth, as well as our ability to build markets, empower women, and support climate action.

I'm particularly proud of our work in promoting gender equality. As a gender lens investor, we are becoming a world leader in driving women's economic empowerment in markets where we operate.

We accomplished – and learned – a lot in 2020. But there is much more to come.

I'm excited for what lies ahead for FinDev Canada.

I hope you are too.

Nous savons tous que 2020 a été une année de défis exceptionnels. La COVID-19 a touché les personnes et les organisations partout dans le monde.

FinDev Canada n'en fait pas exception. Nous avons poursuivi notre vision stratégique, mais nous avons également choisi de tenir compte de l'impact de la pandémie sur notre personnel, nos clients, nos partenaires de développement et les personnes que nous servons en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Malgré tout, 2020 a été une année remarquable pour FinDev Canada. Nous avons atteint de nouveaux sommets dans la croissance de notre portefeuille, ainsi que notre capacité à bâtir des marchés, à renforcer le pouvoir économique des femmes et à soutenir l'action pour le climat.

Je suis particulièrement fière de notre travail de promotion de l'égalité des genres. Nous intégrons une optique de genre dans nos investissements et devenons un chef de file mondial de la promotion du renforcement du pouvoir économique des femmes dans les marchés où nous exerçons nos activités.

Nous avons accompli – et appris – beaucoup de choses en 2020. Mais il reste encore beaucoup à faire.

J'attends avec beaucoup d'intérêt la suite des choses à FinDev Canada.

J'espère que c'est aussi votre cas.

Word from Interim CEO (2020–2021)
Mot du Chef de la direction par intérim (2020–2021)

Ken Kember

Interim Chief Executive Officer (2020–2021)

Chef de la direction par interim (2020–2021)

For many of us, 2020 will be remembered as the year we adapted as never before to changes in our operating environment.

COVID-19 upended everything, from personal priorities to business strategies. I'm proud to say, however, that the staff of FinDev Canada responded to the pandemic's impact with innovation and dedication.

We grew our portfolio and modified internal operations to provide more liquidity to more companies more quickly.

We opened a new Technical Assistance Facility.

We increased hiring to respond to increased demand for our products and services.

And we adapted to remote working to serve new and existing clients as fully as possible.

Responsiveness … agility … working as partners. Those words characterize how FinDev Canada answered the challenges that 2020 brought.

Today, we are a stronger organization, and more focused than ever on our strategic mission: supporting the private sector in developing countries to drive sustainable, inclusive economic growth. This annual report shows just how we did that in 2020.

Pour beaucoup d'entre nous, l'année 2020 restera l'année pendant laquelle nous sommes adaptés comme jamais auparavant aux changements dans notre environnement opérationnel.

La COVID-19 a tout bouleversé, des priorités personnelles aux stratégies d'affaires. Je suis fier d'affirmer, cependant, que le personnel de FinDev Canada a réagi à l'impact de la pandémie avec innovation et dévouement.

Nous avons augmenté notre portefeuille et modifié nos opérations internes pour fournir plus de liquidités à plus d'entreprises, plus rapidement.

Nous avons ouvert une nouvelle facilité d'assistance technique.

Nous avons augmenté l'embauche pour répondre à la demande accrue de nos produits et services.

Et nous nous sommes adaptés au travail à distance pour servir le les clients nouveaux et existants le mieux que nous le pouvions.

Réceptivité… agilité… travailler en tant que partenaires. Ces mots décrivent la façon dont FinDev Canada a relevé les défis que 2020 nous a présentés.

Aujourd'hui, notre organisation est plus forte et plus centrée que jamais sur notre mission stratégique: soutenir le secteur privé dans les pays en développement afin de stimuler une croissance économique durable et inclusive. Le présent rapport annuel montre comment nous y sommes parvenus en 2020.

2020 Highlights

Points saillants de 2020

Portfolio growth
Croissance du portefeuille

In 2020, FinDev Canada doubled its investments compared to the previous year, injecting much needed capital into developing countries.

En 2020, FinDev Canada a doublé ses investissements par rapport à l'année précédente, injectant des capitaux dont les pays en développement avaient grandement besoin.

Organizational growth
Croissance organisationnelle

As part of its continued growth since its launch in 2018, FinDev Canada hired 17 new staff members in 2020. This represents a 57% increase in FinDev Canada's total headcount since December 2019. Twelve of these new positions are considered to be intermediate or senior roles.

Dans le cadre de sa croissance continue depuis son lancement en 2018, FinDev Canada a embauché 17 nouveaux employés en 2020. Cela représente une augmentation de 57 % du nombre total d'employés de FinDev Canada depuis décembre 2019. Douze de ces nouveaux postes sont considérés comme des postes de niveau intermédiaire ou supérieur.

Recognition of our top performance in gender-lens investing

Reconnaissance de notre rendement supérieur en matière d'intégration d'une optique de genre dans les investissements

FinDev Canada completed its term as the 2019–2020 Chair of the 2X Challenge in June 2020. Our term ended with the announcement that 2X members had committed and mobilized $4.5 billion in gender-smart investments as of the end of 2019, surpassing its $3 billion goal.

FinDev Canada was highlighted as a top-performing institution on gender-lens investing, among peers and partners such as IDB Invest, CDC Group and IFC, in the Gender Equity in Development Finance Survey conducted by the Center for Global Development.

FinDev Canada a terminé son mandat en tant que président de 2019-2020 du Défi 2X en juin 2020. Notre mandat s'est terminé par l'annonce que deux fois plus de membres avaient engagé et mobilisé 4,5 milliards de dollars en investissements soucieux de l'égalité des genres à la fin de 2019, dépassant ainsi l'objectif de 3 milliards de dollars. (lien vers la section Défi 2X)

FinDev Canada a été présentée comme une institution très performante en matière d'investissements intégrant une optique de genre, parmi d'autres pairs et partenaires comme IDB Invest, CDC Group et IFC, dans l'enquête sur l'équité entre les genres dans le financement du développement menée par le Centre pour le développement mondial.

Stakeholder engagement

Mobilisation des parties prenantes

With all business migrating to a virtual format, adapting to the new reality to continue to engage with stakeholders was a priority in 2020. We successfully hosted a launch event of our 2019 Annual Report, which allowed us to show results and be accountable towards several Canadian and international stakeholders, and we also participated in the first-ever Finance in Common Summit resulting in a commitment by development finance institutions (DFIs) to flow capital toward the post-pandemic recovery of African small and medium-sized enterprises (SMEs), the MaRS Impact Week, and several events focused on COVID-19 response in developing countries.

Alors que toutes les entreprises faisaient la migration vers un format virtuel, une priorité en 2020 a été de s'adapter à la nouvelle réalité pour continuer à mobiliser les intervenants. Nous avons organisé avec succès un événement de lancement de notre Rapport annuel 2019, qui nous a permis de démontrer nos résultats et d'être responsables auprès de plusieurs intervenants canadiens et internationaux. Nous avons également participé au tout premier sommet Finance in Common, conduisant à l'engagement par les institutions de financement du développement (IFD) d'injecter des capitaux dans la reprise post-pandémie des petites et moyennes entreprises (PME) africaines, en plus de la Semaine MaRS Impact et de plusieurs événements axés sur la réponse à la COVID 19 dans les pays en développement.

Leading by example
Donner l'exemple

At FinDev Canada, we want to lead by example when it comes to gender inclusion, and to become an employer of choice for women and men.

À FinDev Canada, nous voulons donner l'exemple en ce qui concerne l'inclusion des genres devenir un employeur de choix autant pour les femmes que pour les hommes.

As at December 31, 2020, women comprised:
Au 31 décembre 2020, les femmes représentaient :

65.9%
of our workforce

65,9 %
de notre effectif

50%
of all leaders

50 %
de tous les dirigeants

33.3%
of Director and above

33,3 %
des personnes situées à l'échelon de directeur ou aux échelons supérieurs

33.3%
of VP/CEO

33,3 %
des vice-présidents et président

45%
of our Board of Directors

45 %
de notre conseil d'administration

50%
of our Advisory Council

50 %
de notre conseil consultatif

Investment updates and featured transactions

Mises à jour sur les investissements et transactions en vedette

Investments in 2020
Investissements en 2020

SIGNED / SIGNÉ

LAAD · BANCOLDEX · DAVIVIENDA · DPI · Cifi · M-KOPA SOLAR · FirstRand Bank

APPROVED / APPROUVÉ

MIRO · PHATISA · Produbanco · AVLA · TDB · Sistema Piedrahita · mfx

LATIN AMERICAN AGRIBUSINESS DEVELOPMENT CORPORATION S.A.

Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. (LAAD) is a private investment and development company whose mission is to finance small and medium-size agribusiness projects to promote economic, environmental and social development in Latin America.

Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. (LAAD) est une société privée d'investissement et de développement dont la mission est de financer des projets agroindustriels de petite et moyenne taille en vue d'appuyer le développement économique, environnemental et social en Amérique latine.

BANCÓLDEX

Bancóldex is Colombia's business development and export development bank. In promoting business growth and trade, Bancóldex channels funding to the private sector through financial intermediaries and also provides non-financial services, including advisory, technical assistance, training, project structuring and networking programs.

Bancóldex est la banque colombienne de développement des entreprises et des exportations. Dans la promotion de la croissance des entreprises et du commerce, Bancóldex canalise le financement vers le secteur privé par l'intermédiaire d'intermédiaires financiers et fournit également des services non financiers, notamment des services de conseil, d'assistance technique, de formation, de structuration de projets et de mise en réseau.

FIRSTRAND

FirstRand Bank is one of the five largest banks in South Africa, and it offers products and services that support thousands of SMEs, women clients and green infrastructure.

FirstRand Bank est l'une des cinq plus grandes banques d'Afrique du Sud et offre des produits et services qui soutiennent des milliers de PME, de clientes et d'infrastructures vertes.

M-KOPA SOLAR

M-KOPA is the world's leading 'pay-as-you-go' energy provider to off-grid homes. The company has developed a better way to provide affordable, safe and clean energy to millions of people living off the grid.

M-KOPA est le chef de file mondial dans l'offre de solutions énergétiques tarifées en fonction de l'utilisation aux ménages hors réseau. L'entreprise a conçu une meilleure façon de donner à des millions de personnes non desservies par le réseau électrique l'accès à une source d'énergie abordable, sécuritaire et propre.

DEVELOPMENT PARTNERS INTERNATIONAL

African Development Partners III (ADP III) III is a private equity fund focused on established and growing companies targeting Africa's growing middle class. It is the third fund of Development Partners International (DPI), which serves as a key source of large-scale investments that provide capital to spur growth across the continent.

ADP III est un fonds de capital-investissement qui mise sur des entreprises bien établies et en croissance, principalement celles servant la classe moyenne émergente en Afrique. Il s'agit du troisième fonds de Development Partners International (DPI), qui constitue une source essentielle d'investissements à grande échelle fournissant des capitaux pour stimuler la croissance sur le continent.

CORPORACIÓN INTERAMERICANA PARA EL FINANCIAMIENTO DE INFRAESTRUCTURA, S.A.

La Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura, S.A. (CIFI) is one of the leading non-bank financial institutions in Latin America and the Caribbean that specializes in structuring and financing private sector, middle market, infrastructure projects.

La Corporación Interamericana para el Financiamiento de Infraestructura, S.A. (CIFI) est un chef de file parmi les institutions financières non bancaires qui se spécialise dans le montage de projets d'infrastructure du marché intermédiaire privé en Amérique latine et dans les Caraïbes.

BANCO DAVIVIENDA

Banco Davivienda is a key player in supporting market development, the economy and financial inclusion in Colombia. They also play an important role in the region, serving more than 16.8 million clients across five countries in Latin America.

Banco Davivienda est un acteur clé dans le soutien au développement des marchés, à l'économie et à l'inclusion financière en Colombie. Cette banque joue par ailleurs un rôle important dans la région en servant plus de 16,8 millions de clients dans cinq pays d'Amérique latine.

Overall portfolio
Portefeuille global

As of December 2020
All figures stated in USD

En date de décembre 2020
Les montants sont en millions de dollars américains

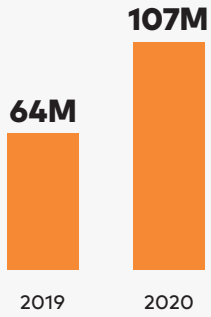
15
Clients in portfolio
Clients dans le portefeuille

$201M
Total signed commitments
Engagements signés au total

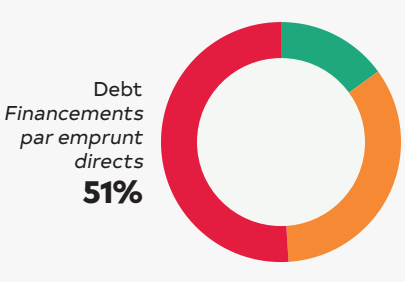
49%
Equity investments (% total committed)
Placements en actions (% des engagements)

10
2X clients in portfolio (61%)[1]
Clients admissibles au Défi 2X (61%)[1]

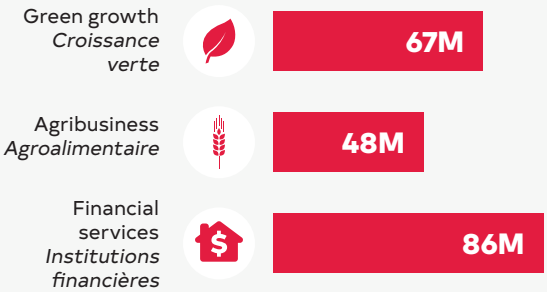
NEW COMMITMENTS
NOUVEAUX ENGAGEMENTS



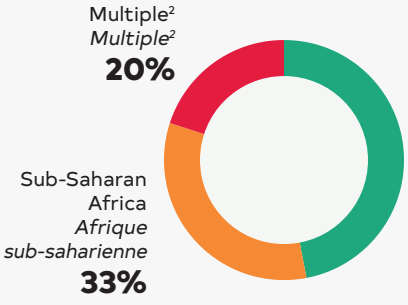
EQUITY VS. DEBT (% TOTAL COMMITMENTS)
CAPITAUX PROPRES VS. PRÊTS (% DES ENGAGEMENTS TOTAUX)



BY SECTOR
PAR SECTEURS



GEOGRAPHICAL SPLIT
REPARTITION GÉOGRAPHIQUE



[1] 2X qualified deals: ADP (DPI) III, FirstRand Bank, CIFI, Banco Davivienda, Alitheia IDF, Cooprogreso, Danper, EcoEnterprises Fund and M-KOPA.
Transactions admissibles au Défi 2X: ADP (DPI) III, FirstRand Bank, CIFI, Banco Davivienda, Alitheia IDF, Cooprogreso, Danper, EcoEnterprises Fund et M-KOPA.

[2] "Multiple" refers to Climate Investor One and JCM Power which operate across Sub-Saharan Africa, Asia and Latin America.
« Multiple » fait référence à Climate Investor One et JCM Power qui exercent leurs activités en Afrique subsaharienne, en Asie et en Amérique latine.

BY IMPACT FOCUS
PAR CIBLES D'IMPACT

M-KOPA SOLAR · Africa Forestry Fund II · EcoEnterprises Fund · First Rand Bank — **52M**

Climate Investor One · JCMPOWER · Cifi — **55M**

Alitheia IDF · Cooprogreso · Danper · DPI · Desjardins Développement international · Bancoldex · Davivienda — **74M**

LAAD — **20M**

IMPACT REPORTED BY INVESTEES[3]
DONNÉES D'IMPACT[3]

4 711
total quality jobs supported
emplois permanents soutenus

1 937
quality jobs for women
emplois de qualité pour des femmes

1 647 637
people receiving improved access to tools and services[4]
personnes bénéficiant d'un meilleur accès à des services[4]

678 756 MWh
of clean energy produced
d'énergie renouvelable produite

38%
of total investments in Climate Finance
du total des investissements dans le financement climatique

Turning challenges into opportunities
Transformer les défis en possibilités

FinDev Canada entered 2020 with a solid road map to achieve its strategic goals. With the advent of the COVID-19 pandemic, we had to adapt swiftly and deftly to the harm and uncertainty brought to markets where we operate. The challenges presented us, though, with unexpected opportunities that we sought to leverage.

FinDev Canada a entamé 2020 en disposant d'une feuille de route solide pour atteindre ses objectifs stratégiques. Avec la venue de la pandémie de COVID-19, nous avons dû nous adapter rapidement et avec justesse aux dommages et à l'incertitude causés dans les marchés où nous sommes en activité. Les défis nous ont toutefois présenté des occasions inattendues dont nous avons cherché à tirer parti.

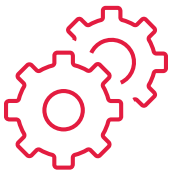
[3] This is based on data reported by M-KOPA, Climate Investor One, Danper ALV, Africa Forestry Fund, EcoEnterprises, Cooprogreso, CIFI, LAAD and JCM Power as of December 2020. Others currently report their annual KPIs later in the year.
Cette information a été fournie par M-KOPA, Climate Investor One, Danper ALV, Africa Forestry Fund, EcoEnterprises, Cooprogreso, CIFI, LAAD et JCM Power en date de décembre 2020. Les autres sociétés présenteront leurs IRC annuels plus tard durant l'année.

[4] This represents direct and indirect customers with improved access to energy. Indirect estimates come from FMO Impact model.
Un indicateur des clients directs et indirects ayant un meilleur accès aux sources d'énergie. Les estimations pour les clients indirects proviennent du modèle d'impact de la FMO.

SUPPORTING CLIENTS FROM AFAR WITH THE HELP OF TECHNOLOGY
SOUTENIR LES CLIENTS DE LOIN GRÂCE À LA TECHNOLOGIE

The most immediate impact was the need to offer help to current clients, or consider new ones, from afar. Capitalizing on previous investments in information and communications technology (ICT) infrastructure, we switched rapidly to remote work with no business discontinuity. Instead of travel and face-to-face meetings, we responded virtually to provide more liquidity and working capital to investees. We moved on-site monitoring and evaluation to a virtual format, complemented by enhanced client outreach. We also developed a virtual due diligence methodology to analyze potential deals and maintain our pipeline of investment opportunities.

L'impact le plus immédiat a été la nécessité d'offrir l'aide aux clients actuels, ou d'envisager de nouveaux clients, de loin. En misant sur les investissements antérieurs dans l'infrastructure des technologies de l'information et des communications (TIC), nous sommes rapidement passés au travail à distance sans interrompre les activités. Au lieu de nous déplacer et de rencontrer les gens en personne, nous sommes intervenus de façon virtuelle pour fournir davantage de liquidités et de fonds de roulement aux entités émettrices. Nous avons fait passer la surveillance et l'évaluation sur place à un format virtuel complété par une sensibilisation accrue des clients. Nous avons également élaboré une méthode virtuelle de diligence raisonnable pour analyser les transactions potentielles et maintenir notre réseau de possibilités d'investissement.



LEVERAGING PARTNERSHIPS TO INCREASE OUR IMPACT
TIRER PARTI DES PARTENARIATS POUR ACCROÎTRE NOTRE IMPACT

A particular element of strength was the partnerships we reinforced with other DFIs and multilateral development banks (MDBs). Through the 2X Challenge and the DFI Alliance, internationally, and through the Canada Forum for Impact Investment and Development (CAFIID) in Canada, we supported each other across a spectrum of activities, important to the growth and resilience of our portfolio.

Les partenariats que nous avons renforcés avec d'autres IFD et des banques multilatérales de développement (BMD) ont constitué l'une de nos grandes forces. Par l'intermédiaire du Défi 2X et de l'Alliance des IFD, à l'échelle internationale, et par l'entremise du Canada Forum for Impact Investment and Development (CAFIID) au Canada, nous nous sommes entraidés dans un éventail d'activités importantes pour la croissance et la résilience de notre portefeuille.

ADAPTING IN TIMES OF NEED BY BEING AGILE
S'ADAPTER EN PÉRIODE DE BESOIN EN FAISANT PREUVE D'AGILITÉ

Through extraordinary efforts of staff, we reduced transaction approval times, from beginning to end. That contributed to FinDev Canada's emerging reputation as being innovative, proficient and able to adapt quickly to meet goals. At the end of the year, we were proud to see that we had doubled transaction volumes from the previous year, reinforced our leadership role in gender-lens investing, launched a complementary Technical Assistance Facility, strengthened our impact investing approach, and continued to serve our clients with agility and professionalism as they, too, confronted unprecedented challenges.

Grâce aux efforts extraordinaires du personnel, nous avons réduit le délai d'approbation des transactions. Cela a contribué à la réputation émergente de FinDev Canada en tant qu'organisation innovante, habile et capable de s'adapter rapidement pour atteindre ses objectifs. À la fin de l'année, nous étions fiers de constater que nous avions doublé le volume de transactions par rapport à l'année précédente, renforcé notre rôle de chef de file en matière d'investissements intégrant une optique de genre, lancé une facilité d'assistance technique complémentaire, renforcé notre approche d'investissement axé sur l'impact et continué de servir nos clients avec agilité et professionnalisme alors qu'ils étaient eux aussi confrontés à des défis sans précédent.

GROWING OUR CAPACITY IN A VIRTUAL WORKPLACE
ACCROÎTRE NOTRE CAPACITÉ DANS UN MILIEU DE TRAVAIL VIRTUEL

Internally, we ramped up recruitment and training, not just to respond to the increased demands emanating from the pandemic, but also to reflect original strategic growth plans. In the face of all that it has harmed, the pandemic has reinforced among FinDev Canada staff a culture that has been a hallmark since our inception in 2018. It is a culture that values agility, adaptation, partnership and responsiveness in service to the growth and development of our private sector business clients.

À l'interne, nous avons intensifié le recrutement et la formation, non seulement pour répondre aux demandes accrues découlant de la pandémie, mais aussi pour refléter les plans de croissance stratégique initiaux. Face à tous les dommages qu'elle a causés, la pandémie a renforcé chez le personnel de FinDev Canada une culture qui définit l'organisation depuis sa création en 2018. Il s'agit d'une culture qui préconise l'agilité, l'adaptation, les partenariats et la réceptivité au service de la croissance et du développement de nos clients d'affaires du secteur privé.

A standardized approach to impact management

Une approche normalisée de gestion des impacts

Since April 2019, FinDev Canada has been a signatory to the Operating Principles for Impact Management (the Principles). The Principles provide a reference point against which the impact management systems of asset owners and managers may be assessed.

En avril 2019, FinDev Canada est devenue signataire des Principes directeurs de la gestion de l'impact (les Principes). Les Principes fournissent un point de référence permettant d'évaluer les systèmes de gestion de l'impact des fonds et des institutions.

In 2018, our foundational year, we built a Development Impact Framework that defines our strategic impact objectives and describes how we measure and manage their achievement on the ground. As a gender-lens investor, we supplemented our framework with a Gender Equality Strategy to ensure the promotion of gender equality throughout our investments and operations.

Since signing the Principles, we have done additional work to align with these international standards. To that effect, we publish a disclosure statement every year showing how FinDev Canada aligns to the Principles (see 2020 statement here), as well as an independent verification conducted by a third party (see 2020 independent verification here.)

En 2018, notre année de fondation, nous avons élaboré un Cadre de référence de l'impact qui définit nos objectifs en matière d'impacts stratégiques et décrit la façon dont nous mesurons et gérons leur réalisation sur le terrain. En tant qu'organisation intégrant une optique de genre dans les investissements, nous avons complété notre cadre par une stratégie d'égalité des genres afin de promouvoir l'égalité des genres tout au long de nos investissements et de nos opérations.

Depuis la signature des Principes, nous avons réalisé des travaux supplémentaires pour nous harmoniser avec ces normes internationales. À cet effet, nous publions chaque année une divulgation montrant comment FinDev Canada s'harmonise avec les Principes (voir la divulgation 2020 ici), ainsi qu'une vérification indépendante menée par un tiers (voir la vérification indépendante de 2020 ici).

International standards for impact measurement

Normes internationales pour la mesure des impacts

To ensure alignment with industry standards, FinDev Canada's impact measurement approach draws on reporting standards such as the Harmonized Indicators for Private Sector Operations (HIPSO), the 2X Challenge criteria and the Global Impact Investing Network's (GIIN) Impact Reporting and Investment Standards (IRIS).

Afin d'assurer l'harmonisation avec les normes dans l'industrie, l'approche de mesure des impacts de FinDev Canada s'appuie sur des normes de déclaration comme les indicateurs harmonisés pour les opérations du secteur privé (HIPSO), les critères du Défi 2X et les normes de rapport d'impact et d'investissement (IRIS) du Global Impact Investing Network (GIIN).

Environmental and social risk management

Gestion des risques environnementaux et sociaux

- In 2020, FinDev Canada continued to build our environmental and social (E&S) risk management infrastructure and capacity, publishing a revised E&S Policy in March and hiring our first E&S advisor in August.
  En 2020, FinDev Canada a continué de bâtir notre infrastructure et notre capacité de gestion des risques environnementaux et sociaux (E-S), publiant une version révisée de la Politique E-S en mars et embauchant notre premier conseiller en E-S en août.
- We worked closely with existing clients to support their COVID-19 prevention and response programs as part of our asset management and risk monitoring process, and evaluated COVID-19-related risks during the transaction screening and due diligence processes.
  Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les clients actuels pour appuyer leurs programmes de prévention et d'intervention face à la COVID-19 dans le cadre de notre processus de gestion des biens et de surveillance des risques, et nous avons évalué les risques liés à la COVID-19 pendant les processus de vérification des transactions et de diligence raisonnable.
- We also refined our gender approach, making sure that potential and existing clients have the skills and tools they need to identify and mitigate risks for women in their workforce and the surrounding communities.
  Nous avons également peaufiné notre approche fondée sur le genre en nous assurant que les clients potentiels et actuels possèdent les compétences et les outils dont ils ont besoin pour cerner et atténuer les risques pour les femmes dans leur effectif et dans les collectivités environnantes.
- In 2021, we plan to continue to develop our E&S Risk Management practice, adapting to a dynamic global context that requires a nuanced and client-centric approach to doing no harm while doing good.
  En 2021, nous prévoyons continuer à développer notre pratique de gestion des risques E-S, nous adaptant à un contexte mondial dynamique qui exige d'adopter une approche nuancée et axée sur le client pour ne pas faire aucun tort tout en faisant du bien.

NUMBER OF INVESTMENTS REVIEWED BY THE E&S RISK MANAGEMENT TEAM
NOMBRE D'INVESTISSEMENTS EXAMINÉS PAR L'ÉQUIPE DE GESTION DES RISQUES E-S

13 potential investments were reviewed in 2020, including 100% of investments presented to the Investment Committee.

Treize investissements potentiels ont été examinés en 2020, y compris 100 % des investissements présentés au Comité d'investissement.

COMMON E&S RISKS IDENTIFIED
RISQUES COURANTS CERNÉS EN MATIÈRE DE E-S

Most transactions in 2020 were investments in financial intermediaries and funds. The risks of these transactions generally lie with the projects, enterprises and individuals that ultimately receive the proceeds of FinDev Canada's investment. These risks are diverse and difficult to determine pre-investment. The key mitigant for these risks in most cases is the implementation of an adequate environmental and social management system by our clients to ensure identification and management of E&S risks in their own investments.

En 2020, la plupart des transactions étaient des investissements dans des intermédiaires financiers et des fonds. Les risques de ces transactions sont généralement reliés aux projets, aux entreprises et aux particuliers qui, en fin de compte, reçoivent le produit de l'investissement de FinDev Canada. Ces risques sont variés et difficiles à déterminer avant l'investissement. Dans la plupart des cas, le principal facteur qui atténue ces risques est la mise en œuvre d'un système de gestion des risques E-S adéquat par nos clients destiné à assurer l'identification et la gestion de ces risques dans les propres investissements des clients.

AGGREGATED E&S PERFORMANCE OF THE PORTFOLIO
RENDEMENT CUMULATIF EN E-S DU PORTEFEUILLE

FinDev Canada's clients have fulfilled their environmental and social commitments during the 2020 year, including the delivery of environmental and social action plan items, reporting of material E&S incidents and regular ESG performance reports as required in loan documents.

Les clients de FinDev Canada ont rempli leurs engagements en matière d'E et S au cours de l'année 2020, y compris la livraison des éléments du plan d'action E-S, la déclaration des incidents E-S importants et des rapports réguliers sur la gouvernance environnementale et sociale (GES), comme l'exigent les documents de prêt.

NUMBER OF COMPLAINTS[1] RECEIVED
NOMBRE DE PLAINTES[1] REÇUES

No E&S complaints have been submitted through our grievance mechanism nor through existing stakeholder communication and public engagement channels.

Aucune plainte en matière d'E-S n'a été déposée par l'intermédiaire de notre mécanisme de règlement des griefs ni par l'intermédiaire des canaux de communication et de mobilisation des intervenants existants.

Technical assistance

Assistance technique

FinDev Canada Technical Assistance Facility
Facilité d'assistance technique de FinDev Canada

FinDev Canada's Technical Assistance Facility (TAF) was launched in 2020 with funding from Global Affairs Canada (GAC) to enable private sector entities, and market-level players, to deepen their development outcomes and scale sustainably.

In the spring of 2020, FinDev Canada launched its Technical Assistance Facility (TAF) with funding from Global Affairs Canada. Technical assistance (TA) is widely used in development finance to accelerate the performance and development impact of private sector entities and address market-level constraints. With the launch of the TAF, FinDev Canada adds a strategic tool to support investees in their impact journeys, and also further FinDev Canada's leadership position in areas such as gender action. The TAF is central to FinDev Canada's goal of supporting private sector development in emerging markets where entities like our investees are the key engines of economic growth. While our investments inject capital needed for business expansion, TA supports these companies advance development outcomes in an intentional manner. TA builds resilience and strengthens the foundations of private sector entities, which in turn enhances their ability to contribute to inclusive economic growth.

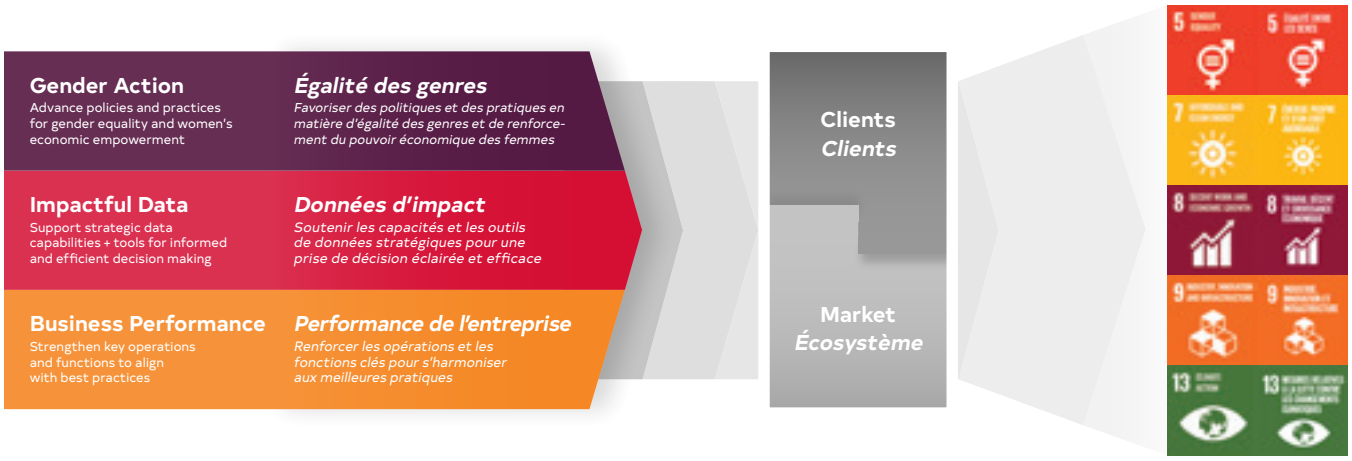
The TAF has three priority areas: gender action, impactful data and business performance. Across these areas, we aim to strengthen private companies' capabilities to be more inclusive, competitive and impactful.

La Facilité d'assistance technique de FinDev Canada, financée par Affaires mondiales Canada (AMC), a été lancée en 2020 pour permettre aux entités du secteur privé et aux acteurs du marché d'approfondir leurs résultats de développement et de croître de manière durable.

Au printemps 2020, FinDev Canada a lancé sa facilité d'assistance technique, financée par Affaires mondiales Canada. L'assistance technique (AT) est largement utilisée dans le financement du développement pour accélérer le rendement et l'impact sur le développement des entreprises du secteur privé et diminuer certaines contraintes du marché. La mise en œuvre de la facilité d'AT ajoute un outil stratégique pour appuyer nos clients dans leurs parcours d'impact et permet à FinDev Canada de renforcer sa position de chef de file dans des domaines comme l'égalité des genres.

La facilité est intégrale à l'atteinte de l'objectif de FinDev Canada de soutenir le développement du secteur privé dans les marchés émergents où des entreprises comme nos clients sont les principaux moteurs d'une croissance économique durable. Alors que nos investissements injectent les capitaux nécessaires à l'expansion des entreprises, l'AT aide ces entreprises à faire progresser leurs résultats en matière de développement de manière intentionnelle. L'AT renforce la résilience des entités du secteur privé, ce qui améliore leurs capacités à contribuer à une croissance économique inclusive.

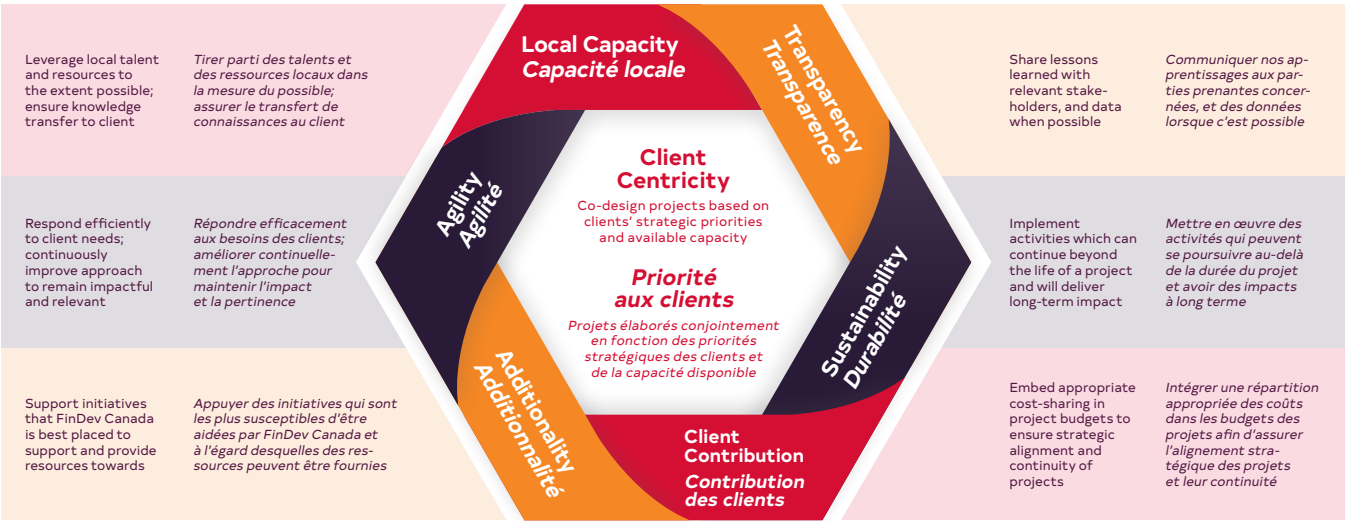
La facilité d'AT comporte trois domaines prioritaires: l'égalité des genres, les données d'impact et la performance des entreprises. Dans tous ces domaines, nous visons à renforcer les capacités des entreprises du secteur privé pour qu'elles soient plus inclusives, plus compétitives et à plus grand impact.



All projects of the TAF are developed and implemented according to guiding principles which ensure alignment with client needs and promotion of sustainable impact without distorting the market.

Tous les projets de la facilité d'AT sont développés et mis en œuvre selon des principes directeurs qui garantissent l'alignement avec les besoins des clients et la promotion d'un impact durable sans fausser le marché.

SIX GUIDING PRINCIPLES
LES SIX PRINCIPES DIRECTEUR DE LA FAT



PORTFOLIO DEVELOPMENT AND MANAGEMENT
ÉLABORATION ET GESTION DU PORTEFEUILLE

The TAF has launched six projects in its first year (see Table X for an overview of the 2020 portfolio). Two projects are with FinDev Canada investees and four address market-level needs, including supporting and advancing women's entrepreneurship, gender-lens investing, and better impact data measurement.

La facilité à lancé six projets d'AT au cours de la première année. Deux projets sont des projets avec des clients de FinDev Canada et quatre sont des initiatives au niveau du marché, y compris le soutien et l'avancement de l'entrepreneuriat féminin, l'investissement axé sur le genre et les mesures des données d'impact.

Strategic Capacity Building
Renforcement stratégique des capacités

Client-Centred & Additional
Axé sur le client et additionnel

Better Business & Impact Performance
Meilleure performance d'affaires et d'impact

Project visualization
Visualisation des projets

EcoEnterprises Fund III (EEFIII)
EcoEnterprises Fund III (EEFIII)

TYPE / *TYPE*

Client-Facing
Orienté vers le client

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Business performance
Rendement des entreprises

Impactful Data
Données d'impact

Gender Action
Égalité des genres

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

1. Enhance the Fund Manager's E&S risk management capabilities; and
   Améliorer les capacités de gestion des risques E&S du gestionnaire de fonds; et
2. Strengthen advisory services provided to EEF III's portfolio clients, specifically on gender action.
   Renforcer les services conseil fournis aux clients du portefeuille d'EEF III, en particulier sur l'action en matière de genre.

Invest2Impact
Invest2Impact (I2I)

TYPE / *TYPE*

Market Development
Développement des marchés

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Business performance
Rendement des entreprises

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

Provide capacity building services, including, training on specific business functions, coaching and mentorship, and networking for the 100 winners of the I2I business competition.

Fournir des services de renforcement des capacités, incluant une formation sur des fonctions commerciales spécifiques, du coaching et du mentorat, ainsi qu'un réseautage pour les 100 entrepreneures du programme I2I.

Joint Impact Model
Modèle d'impact conjoint

TYPE / *TYPE*

Market Development
Développement des marchés

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Impactful Data
Données d'impact

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

Support the launch, pilot, and further development of the JIM's model for measuring indirect impacts of investments.

Soutenir le lancement, le modèle pilote, et le développement du modèle final de JIM pour mesurer les impacts indirects des investissements.

JCM Power Corp
JCM Power Corp

TYPE / *TYPE*

Client-Facing
Orienté vers le client

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Gender Action
Égalité des genres

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

1. Develop a Gender Action Plan for JCM at the corporate level, and
   Élaborer un plan d'action sur le genre pour JCM, et
2. Conduct GBVH specific assessments and training for companies in Malawi and Pakistan.
   Mener des évaluations et des formations spécifiques liées à la violence et au harcèlement fondés sur le genre (VHFG) pour les entreprises au Malawi et au Pakistan.

Fund Design Workshop
Atelier: Comment créer des fonds d'investissement pour les PME africaines en intégrant une optique de genre

TYPE / *TYPE*

Market Development
Développement des marchés

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Gender Action
Égalité des genres

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

Host an interactive workshop with women-led/managed fund managers and DFIs to identify challenges related to investing with a gender lens in African SMEs and generate actionable recommendations.

Organiser un atelier interactif avec des fonds dirigés/gérés par des femmes et des IFD pour identifier les défis liés à l'investissement dans une optique de genre dans les PME africaines et générer des recommandations exploitables.

2X Toolkit & Training
2X Toolkit & Training

TYPE / *TYPE*

Market Development
Développement des marchés

FOCUS AREA / *DOMAINE D'INTÉRÊT*

Gender Action
Égalité des genres

OBJECTIVES / *OBJECTIFS*

1. Develop a training toolkit to support fund managers incorporate 2X criteria into their investment processes,
   Développer une boîte à outils de formation pour aider les gestionnaires de fonds à intégrer les critères 2X dans leurs processus d'investissement,
2. Conduct a pilot session with FinDev Canada fund investees, and
   Mener une session pilote avec les investisseurs du fonds FinDev Canada, et
3. Make the training materials available on an open access platform.
   Rendre les outils de formation disponibles sur une plateforme en libre accès.

Invest2Impact

In 2019, FinDev Canada, CDC Group (CDC) of the United Kingdom, Proparco of France and the Development Finance Corporation (DFC) of the United States, along with the Mastercard Foundation, launched the 2X Invest2Impact business competition, which allowed the identification of a cohort of 100 high-potential, women-owned businesses.

After celebrating the winners at the Global Gender Summit in Kigali, FinDev Canada continued to provide business advisory services to the cohort of inspiring women entrepreneurs. In addition, along with Agence française de développement and Proparco, with the support of CDC and DFC, and the implementing partner Open Capital Advisors (OCA), FinDev Canada developed an offer for continued support beyond 2020 that would cater to the unique needs of these businesses.

En 2019, FinDev Canada, le CDC Group (CDC) du Royaume-Uni, Proparco of France et la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis, ainsi que la Mastercard Foundation ont lancé le concours 2X Invest2Impact auprès des entreprises, qui a permis d'identifier une cohorte de 100 entreprises à fort potentiel appartenant à des femmes.

Après avoir fêté les lauréats du sommet mondial sur l'égalité des genres à Kigali, FinDev Canada a continué de fournir des services de consultation en affaires à la cohorte de femmes entrepreneures inspirantes. De plus, de concert avec l'Agence française de développement et Proparco, avec le soutien de CDC et de la DFC, et le partenaire de mise en œuvre Open Capital Advisors (OCA), FinDev Canada a élaboré une offre de soutien continu au-delà de 2020 qui répondrait aux besoins uniques de ces entreprises.

LOCATION:
LIEU :

East Africa
(Ethiopia, Uganda, Kenya, Rwanda, Tanzania)

Afrique de l'Est
(Éthiopie, Ouganda, Kenya, Rwanda, Tanzanie)

RESULTS:
RÉSULTATS :

Created a business community linking winners' advisory services, including training, professional networking, COVID-19 support, custom mentorship and networking opportunities with potential funders

On a créé un milieu des affaires reliant les services consultatifs des gagnants, y compris la formation, le réseautage professionnel, le soutien lié à la COVID-19, le mentorat personnalisé et les possibilités de réseautage avec des bailleurs de fonds potentiels

92
active participants
participants actifs

13
business coaching webinars representing over 5,000-person coaching hours
webinaires d'encadrement des entreprises qui représentent plus de 5 000 heures-personnes d'encadrement

77
group mentorship sessions organized by sector and representing nearly 30,000 person hours
séances de mentorat de groupe organisées par secteur et représentant près de 30 000 heures-personnes

KEY LEARNINGS:
PRINCIPALES LEÇONS APPRISES :

- Not only do women entrepreneurs need help accessing funding, they require tailored support to help them analyze the best options for their businesses, and help to package and pitch to potential financiers. Moreover, they struggle to identify sources of funding.
  Non seulement les femmes entrepreneures ont-elles besoin d'aide pour accéder au financement, elles ont besoin d'un soutien personnalisé pour les aider à analyser les meilleures options pour leur entreprise et d'une aide à la création de forfaits et d'offres à présenter aux bailleurs de fonds potentiels. En outre, elles ont du mal à cerner les sources de financement.
- Creating networks to exchange and support each other has been extremely valuable, especially during the pandemic.
  La création de réseaux d'échanges et d'entraide a été extrêmement utile, surtout pendant la pandémie.
- Long-term support and mentorship will be very helpful, especially if it can be more individualized.
  Le soutien et le mentorat à long terme seront très utiles, surtout s'il peut être plus individualisé.

More power through partnerships

Plus de pouvoir grâce aux partenariats

FinDev Canada amplifies its impact by partnering with other organizations. To achieve this, it has inked a series of Memoranda of Understanding (MOU) with over a dozen partners ranging from peer DFIs to international organizations such as UN Women.

FinDev Canada amplifie son impact en établissant des partenariats avec d'autres organisations. Pour y parvenir, elle a conclu une série de protocoles d'entente (PE) avec plus d'une douzaine de partenaires, allant d'IFD homologues à des organisations internationales telles qu'ONU Femmes.

2X Challenge
Défi 2X

FinDev Canada chaired the 2X Challenge between August 2019 and June 2020. Just two years after the launch of the 2X Challenge at the G7 Charlevoix Summit in Canada, the initiative committed and mobilized a total $4.5 billion in gender-smart investments by the end of 2019. Founding G7 DFIs contributed and mobilized $4.1 billion, surpassing the initial target of $3 billion. DFIs remain the primary source of capital towards the challenge (with their own balance sheet representing $2.4 billion of the overall amount), while private sector financiers and other investors accounted for $1.2 billion and $0.8 billion respectively.

The 2X Challenge also launched the 2X Flagship Funds, a status awarded to established, high-performing private equity funds, focused on emerging markets, that have committed to investing with a gender lens using the 2X criteria. The first fund to receive this status, in September of 2020, was Development Partners International LLP (DPI), a leading pan-African private equity firm with $1.7 billion of assets under management.

FinDev Canada a présidé le Défi 2X entre août 2019 et juin 2020. Deux ans à peine après le lancement du Défi 2X au Sommet du G7 à Charlevoix au Canada, l'initiative a permis d'engager et de mobiliser un total de 4,5 milliards de dollars en investissements tenant compte de l'égalité des genres. Les IFD du G7 à l'origine de l'initiative ont mobilisé 4,1 milliards de dollars, une somme bien au-delà des 3 milliards de dollars qu'elles s'étaient fixé d'atteindre d'ici la fin de 2020. Les IFD demeurent la principale source de capitaux engagés et mobilisés dans le cadre du Défi (représentant 2,4 milliards de dollars du montant total), tandis que les financiers du secteur privé et d'autres investisseurs ont fourni 1,2 milliard de dollars et 0,8 milliard de dollars respectivement.

Le Défi 2X a également lancé les Fonds Phare 2X, un statut attribué à des sociétés financières privées très performantes qui œuvrent dans des marchés émergents et qui se sont engagées à investir dans une optique de genre en utilisant les Critères 2X. En septembre 2020, le premier fonds à recevoir ce statut a été Development Partners International LLP (DPI), une société de capital-investissement panafricaine de premier plan avec 1,7 milliard $ en actifs sous gestion.

Core content contributions of the 2X Challenge in 2020

LESSONS LEARNED ON GENDER-LENS INVESTING

LEÇONS APPRISES SUR L'INVESTISSEMENT INTÉGRANT UNE OPTIQUE DE GENRE

RECOMMENDATIONS ON HOW TO APPLY A GENDER LENS IN RESPONSE TO THE COVID-19 CRISIS

RECOMMANDATIONS SUR LA FAÇON D'APPLIQUER UNE OPTIQUE DE GENRE EN RÉPONSE À LA CRISE DE LA COVID-19

UN Women
ONU Femmes

UN Women is a key partner in advancing our strategic objective of women's economic empowerment. FinDev Canada partnered with UN Women for different initiatives, such as:

ONU Femmes est un partenaire clé pour faire avancer notre objectif stratégique de renforcement du pouvoir économique des femmes. FinDev Canada s'est associée à ONU Femmes pour différentes initiatives, comme les suivantes:

FUND DESIGN WITH A GENDER LENS
COMMENT CRÉER DES FONDS EN INTÉGRANT UNE OPTIQUE DE GENRE

In November 2020, FinDev Canada, UN Women and Lelapa hosted a virtual session entitled "Fund design: building for the underserved African market with a gender lens." This workshop brought together more than 50 development finance institutions (DFIs) and general partners (GPs) for an open, honest dialogue on investing with a gender lens in small and medium-sized enterprises (SMEs) in the underserved African market.

En novembre 2020, FinDev Canada, ONU Femmes et Lelapa ont organisé une séance virtuelle intitulée « Comment créer des fonds d'investissement pour les PME africaines en intégrant une optique de genre ». Cet atelier a rassemblé plus de 50 institutions de financement du développement (IFD) et partenaires généraux (PG) dans un dialogue ouvert et honnête sur l'investissement en tenant compte des investissements intégrant une optique de genre dans les petites et moyennes entreprises (PME) du marché africain mal desservi.

INVESTING IN GENDER-RESPONSIVE COMPANIES
INVESTIR DANS DES ENTREPRISES SOUCIEUSES DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

FinDev Canada, We Empower and UN Women co-hosted the webinar Investing in Gender Responsive Companies, on October 19th, 2020. Over 300 participants joined the virtual event, featuring Climate Fund Managers, the managers of Climate Investor One, as an example of gender-lens investing applied to a fund in the green growth sector.

Le 19 octobre 2020, FinDev Canada, We Empower et ONU Femmes ont organisé conjointement le webinaire Investing in Gender Responsive Companies (Investir dans les entreprises soucieuses de l'égalité des genres). Plus de 300 participants se sont joints à l'événement virtuel, mettant en vedette des gestionnaires de fonds pour le climat, les gestionnaires de Climate Investor One, en tant qu'exemple d'un investissement intégrant une optique de genre dans un fonds du secteur de la croissance verte.

CANADA FORUM FOR IMPACT INVESTMENT AND DEVELOPMENT (CAFIID)

As a member of CAFIID, FinDev Canada partnered with this organization that gathers over 90 Canadian individuals, organizations and investors working in developing countries who treat social and environmental impact and financial return as co-existing priorities.

FinDev Canada and CAFIID partnered to establish thought leadership through events and discussions around COVID-19 and developing countries, gender-lens investing and other relevant topics for impact investors in Canada.

En tant que membre du CAFIID, FinDev Canada s'est associée à cette organisation qui rassemble plus de 90 personnes, organisations et investisseurs canadiens travaillant dans des pays en développement, où l'impact social et environnemental et le rendement financier constituent des priorités coexistantes.

FinDev Canada et le CAFIID se sont associés pour établir un leadership éclairé au moyen d'événements et de discussions relatifs à la COVID-19 et aux pays en développement, les investissements intégrant une optique de genre et d'autres sujets pertinents pour les investisseurs d'impact au Canada.

INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE (IDRC)
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI)

Together, Canada's International Development Research Centre (IDRC) and FinDev Canada are collaborating to establish a knowledge agenda within Canada's development finance and impact investing sectors to deepen development impact; strengthen inclusion and equality; advance research and guidance; and promote collaboration with researchers in the global South.

In recent years, the Canadian development finance landscape has changed, particularly with the creation of FinDev Canada, along with other organizations like the Equality Fund, and programs such as the International Assistance Innovation Program (IAIP) at Global Affairs Canada. There has also been considerable effort to advance gender-lens investing and demonstrate development impact. While the Canadian impact investing sector is still small relative to other countries, its current growth provides us with an opportunity to establish a research agenda that not only reflects the experience and expertise of Canadian actors, but one that is also connected to and includes Southern research and practitioners' communities that are actively involved in this growing sector.

Ensemble, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada et FinDev Canada collaborent à l'établissement d'un programme de connaissances au sein des secteurs canadiens du financement du développement et de l'investissement dans le but d'approfondir l'impact sur le développement; de renforcer l'inclusion et l'égalité; de faire avancer la recherche et l'orientation; et de promouvoir la collaboration avec les chercheurs du Sud.

Au cours des dernières années, le paysage canadien du financement du développement a changé, particulièrement avec la création de FinDev Canada, de concert avec d'autres organisations comme le Fonds pour l'égalité, et des programmes comme le Programme d'innovation en aide internationale (PIAI) d'Affaires mondiales Canada. Des efforts considérables ont également été déployés pour promouvoir les investissements intégrant une optique de genre et démontrer l'impact sur le développement. Bien que le secteur canadien de l'investissement d'impact demeure modeste par rapport à d'autres pays, sa croissance actuelle nous donne l'occasion d'établir un programme de recherche qui reflète non seulement l'expérience et l'expertise des acteurs canadiens, mais qui est également relié aux communautés de chercheurs et de praticiens du Sud qui interviennent activement dans ce secteur en croissance et qui les englobe.

2021 vision

Vision pour 2021

While COVID-19 disrupted plans for everyone, FinDev Canada ended 2020 with a clear view of how best to fulfill its mission and help private sector businesses in Sub-Saharan Africa and Latin America, and the Caribbean to grow. Above all, we will maintain our commitment to invest for impact and scale in three strategic areas: women's economic empowerment, market development, and climate change mitigation and adaptation.

Bien que la COVID-19 ait perturbé les plans de tout le monde, FinDev Canada a terminé l'année 2020 avec une perspective claire de la meilleure façon de remplir sa mission et de contribuer à la croissance des entreprises du secteur privé en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Surtout, nous maintiendrons notre engagement de réaliser des investissements d'impact et d'ampleur dans trois domaines stratégiques: le renforcement du pouvoir économique des femmes, le développement des marchés et l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci.

Word from the CEO (2021)
Mot de la Chef de la direction (2021)

Lori Kerr

Chief Executive Officer

Chef de la Direction

In May of 2021, Lori Kerr joined FinDev Canada as its new Chief Executive Officer. A Canadian national, Ms. Kerr is a widely experienced development finance specialist with more than two decades of leadership in international development, with a specialization in sustainable infrastructure, climate change and private investment in emerging markets.

Hear from her about FinDev Canada's vision for 2021 and beyond.

When we at FinDev Canada look ahead, we're optimistic...and eager.

We are optimistic at what the future holds and that the worst of the pandemic will soon be behind us.

We are eager to continue to support — and to further expand — private investment in Latin America and the Caribbean and in Sub-Saharan Africa in its contribution to a strong, resilient, and more inclusive recovery.

Indeed, there will be many challenges as we all navigate a post-pandemic world. Our partner regions of investment have been disproportionately harder hit by the pandemic, negatively impacting economic growth, gender equity, and progress on climate change. COVID-19 has shown, though, that the private sector must remain a robust engine of growth and development. And FinDev Canada is here to help the private sector accelerate the recovery.

For the full content, watch the video here.

En mai 2021, Lori Kerr s'est jointe à FinDev Canada en tant que nouvelle présidente-directrice générale. De nationalité canadienne, Mme Kerr est une spécialiste du financement du développement qui compte plus de deux décennies d'expérience en matière de développement international, dotée d'une expertise fine dans les domaines des infrastructures durables, des changements climatiques et des investissements privés dans les marchés émergents.

Écoutez-la parler de la vision de FinDev Canada pour 2021 et au-delà.

Lorsque nous regardons vers l'avenir à FinDev Canada, nous sommes optimistes... et enthousiastes.

Nous sommes optimistes quant à ce que l'avenir nous réserve et avons espoir que le pire de la pandémie sera bientôt derrière nous.

Nous sommes enthousiastes de continuer à soutenir — et à développer davantage — les investissements du secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne, notamment en ce qui concerne leur contribution à une reprise forte, résiliente et plus inclusive.

En effet, il y aura de nombreux défis alors que nous naviguons un monde post-pandémique. Nos régions prioritaires ont été touchées disproportionnellement par la pandémie, ce qui a eu un impact négatif sur leur croissance économique, l'égalité des genres et les progrès en matière de changement climatique. La COVID-19 a cependant montré que le secteur privé doit rester un moteur robuste de croissance et de développement. Et FinDev Canada est là pour aider le secteur privé à accélérer la reprise.

Pour consulter tout le contenu, visionnez la vidéo ici.

Portfolio growth and continued support to clients

Croissance du portefeuille et soutien continu des clients

In the near term, the priority will be to maintain support to existing clients, responding to their needs as the pandemic evolves and as economies and markets return to a semblance of normalcy. We will focus on delivering liquidity rapidly to target markets, leveraging the intermediary role of local financial institutions. At the same time, we will continue to grow our portfolio and maintain a pipeline of future investments. We will do this by staying in touch with key stakeholders in our priority markets and sectors, mindful of the importance of promoting Canadian impact investing to achieve inclusive, sustainable private sector growth. We will also seek to expand our portfolio by solidifying partnerships with peer DFIs. This will include collaboration on investment or other business operations, including co-investments where appropriate.

À court terme, la priorité sera de maintenir le soutien aux clients existants en répondant à leurs besoins au fur et à mesure que la pandémie évoluera et que les économies et les marchés retrouveront un semblant de normalité. Nous nous concentrerons sur la fourniture rapide de liquidités aux marchés cibles, en tirant parti du rôle d'intermédiaire auprès des institutions financières locales. En même temps, nous continuerons de développer notre portefeuille et nous maintiendrons un réseau d'investissements futurs. Pour ce faire, nous communiquerons avec les principaux intervenants de nos marchés et secteurs prioritaires, tout en tenant compte de l'importance de promouvoir l'investissement canadien en vue de réaliser une croissance inclusive et durable du secteur privé. Nous chercherons également à élargir notre portefeuille en consolidant les partenariats avec les IFD homologues. Cela comprendra la collaboration en matière d'investissement ou d'autres opérations commerciales, y compris les co-investissements, le cas échéant.

Gender-lens investing

Investissements intégrant une optique de genre

To maintain our leadership in gender-lens investing, we will structure more deals that respond more fully to the 2X Challenge criteria and/or promote women's economic empowerment. The success of these initiatives in 2020 and their impact demonstrates again that investing in women produces multiple benefits that reach across an economy and a society. These efforts will be crucial given the disproportionate impact that the pandemic has had on women, whether in the workplace, marketplace or community. To ensure that our approach is aligned with the realities in our regions of operation, we will review our COVID-19 response from a gender lens and develop a methodology to engage more directly with women in our regions, building on initiatives such as Invest2Impact and the Gender Lens Fund design: building for the underserved African market with a gender-lens dialogue.

Afin de maintenir notre leadership en matière d'investissements intégrant une optique de genre, nous structurerons davantage de transactions qui répondent plus pleinement aux critères du Défi 2X ou qui favorisent le renforcement du pouvoir économique des femmes. Le succès de ces initiatives en 2020 et leur impact démontrent encore une fois que l'investissement dans les femmes produit de multiples avantages qui s'étendent à toute l'économie et à toute la société. Ces efforts seront cruciaux, compte tenu de l'impact disproportionné que la pandémie a eu sur les femmes, que ce soit sur le lieu de travail, sur le marché ou dans la collectivité. Afin de nous assurer que notre approche est harmonisée avec les réalités de nos régions d'activité, nous examinerons notre réponse à la COVID-19 en intégrant une optique de genre et nous élaborerons une méthode pour mobiliser plus directement les femmes dans nos régions, en nous appuyant sur des initiatives comme Invest2Impact et Comment créer des fonds d'investissement pour les PME africaines en intégrant une optique de genre.

More value-added offering for clients

Plus d'offres à valeur ajoutée pour les clients

Our new Technical Assistance Facility will contribute to the success of clients by providing them, or the markets where they operate, with global knowledge, practical experience and data to reinforce the financial support we bring. By helping to build capacity, enhance business performance and achieve greater developmental impact, we move closer to ensuring sustainable, inclusive growth and poverty reduction. We also intend to expand our work with clients in promoting and implementing good environmental and social risk management policies aligned with international best practice.

Notre nouveau mécanisme d'assistance technique contribuera au succès des clients en leur fournissant – ou en fournissant aux marchés où ils sont en activité – des connaissances mondiales, une expérience pratique et des données pour renforcer le soutien financier que nous apportons. En contribuant à renforcer les capacités, à améliorer le rendement des entreprises et à obtenir un plus grand impact sur le développement, nous nous rapprochons de la réalisation d'une croissance durable et inclusive et de la réduction de la pauvreté. Nous avons également l'intention d'élargir notre travail auprès de nos clients afin de promouvoir et de mettre en œuvre de bonnes politiques de gestion des risques environnementaux et sociaux qui s'harmonisent avec les pratiques exemplaires internationales.

Technology for growth

Technologies pour la croissance

The benefits of previous investments in our ICT infrastructure were clear in 2020, which is why we will continue to build out our technological capabilities This will also enable us to take greater advantage of data-enabled business models and digital technology to scale our operations and seize opportunities.

Les avantages des investissements antérieurs dans notre infrastructure des TIC étaient évidents en 2020, et c'est pourquoi nous continuerons de renforcer nos capacités technologiques. Cela nous permettra également de tirer davantage parti des modèles d'affaires et des technologies numériques axés sur les données pour accroître nos opérations et saisir les occasions.

Climate change strategy

Stratégie sur le changement climatique

In 2021, we will publish FinDev Canada's climate change strategy to articulate our positioning and priorities, building on the positive climate impact that we have already delivered over the past three years. This strategy is being developed in consultation with our peers and stakeholders, and it will reinforce how we are promoting both gender and climate action across our investments.

En 2021, nous publierons la stratégie de FinDev Canada sur le changement climatique afin de présenter notre position et nos priorités, en nous appuyant sur l'impact positif sur le climat que nous avons déjà produit au cours des trois dernières années. Cette stratégie est en cours d'élaboration en consultation avec nos pairs et nos intervenants, et elle renforcera la façon dont nous faisons la promotion de l'égalité des genres et de l'action pour le climat dans l'ensemble de nos investissements.

Continued COVID-19 response

Réponse à la COVID-19 soutenue

The COVID-19 pandemic is leading us to adjust the way we operate. Reduced travel, for instance, is limiting our ability to be physically present in key markets, an obstacle that we can overcome by working with partners and relying more on smart use of technology.

However, while COVID-19 is creating limitations it is also leading to increased demand for our products and services. In response, we have ramped up productivity while staying focused on results. That approach is bearing fruit: in 2020, we more than doubled our 2019 transaction volumes.

As we move into 2021, we are focusing on investments in innovative financial institutions serving the more underserved parts of society, which allows us to make a tangible difference despite the constraints we must contend with, bringing along partners who also recognize the value in "pushing the envelope" when necessary to respond to the changing conditions and needs of potential clients.

Investors of all kinds, including institutions like FinDev Canada, will play a key role in shaping what post-pandemic recovery programs will look like.

We are proud of the fact that our existing policies and practices are already strongly aligned with environmental and social recommendations brought forward by the world's most notable intellectuals and think tanks as part of #BuildBackBetter discussions, and we commit to put those ideas into action every day.

La pandémie de COVID-19 nous force à adapter notre mode de fonctionnement. La réduction des déplacements, par exemple, limite notre capacité à être physiquement présents dans les marchés clés, un obstacle que nous pouvons surmonter en travaillant avec nos partenaires et en nous appuyant davantage sur une utilisation intelligente de la technologie.

Toutefois, même si la COVID-19 crée des limites, elle entraîne également une augmentation de la demande de nos produits et services. En réponse, nous avons augmenté la productivité tout en demeurant concentrés sur les résultats. Cette approche porte ses fruits: en 2020, nous avons plus que doublé nos volumes de transactions par rapport à 2019.

Alors que nous entamons l'année 2021, nous nous concentrons sur les investissements dans des institutions financières innovantes qui sont au service des segments les moins bien desservis de la société. Cela nous permet d'apporter des changements concrets malgré les contraintes auxquelles nous devons faire face, amenant des partenaires qui reconnaissent également l'importance de repousser les limites au besoin pour nous adapter aux conditions et aux besoins changeants des clients potentiels.

Tous les types d'investisseurs, incluant les institutions de financement internationales comme FinDev Canada, joueront un rôle important pour façonner les programmes de relance post-pandémie.

Nous sommes fiers du fait que nos politiques et pratiques existantes soient déjà fortement alignées sur les recommandations environnementales et sociales formulées par les intellectuels et les groupes de réflexion les plus éminents du monde dans le cadre des discussions #BuildBackBetter, et nous nous engageons à mettre en œuvre ces idées quotidiennement.

2X Canada: Partnering with Global Affairs Canada to enhance our COVID-19 response

2X Canada: Établir un partenariat avec Affaires mondiales Canada pour améliorer notre réponse à la COVID-19

2X Canada is a CAD 75.9 million blended concessional finance facility that will contribute to the socio-economic wellbeing of underserved populations, particularly women, in Latin America and the Caribbean, and sub-Saharan Africa.

Administered by FinDev Canada and funded by the Government of Canada through Global Affairs Canada, 2X Canada will support investments that drive positive impact on women's economic empowerment – women as entrepreneurs, leaders, employees and economic agents.

2X Canada est un mécanisme de financement concessionnel mixte de 75.9 millions CAD qui contribuera au bien-être socioéconomique des populations mal desservies, en particulier les femmes, en Amérique latine et les Caraïbes et en Afrique subsaharienne.

Administré par FinDev Canada et financé par le gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, 2X Canada appuiera des investissements qui renforcent positivement le pouvoir économique des femmes en tant qu'entrepreneurs, leaders, employés et agents économiques.

Financial review

Revue financière

FinDev Canada is committed to transparency about its operations, strategies and policies. Below you can find FinDev Canada's 2020 Financial Review.

FinDev Canada s'engage à assurer la transparence de ses opération, ses stratégies et ses politiques. Vous trouverez, ci-dessous, la Revue financière de FinDev Canada pour l'année 2020.

FinDev Canada

2020 Financial Review

TABLE OF CONTENTS

2020 Financial Highlights . . . 3
Risk Management Overview . . . 4
Independent Auditor's Report . . . 5
Statement of Financial Position . . . 7
Statement of Comprehensive Loss . . . 8
Statement of Changes in Equity . . . 9
Statement of Cash Flows . . . 10
Notes to the Financial Statements . . . 11
1. Corporate Mandate . . . 11
2. Impact of COVID-19 . . . 11
3. Summary of Significant Accounting Policies . . . 11
4. Marketable Securities . . . 17
5. Loans and Allowance for Credit Losses . . . 18
6. Investments . . . 20
7. Property, Plant and Equipment . . . 20
8. Right-of-Use Asset and Lease Liability . . . 21
9. Derivative Instruments . . . 21
10. Deferred Revenue . . . 22
11. Share Capital . . . 22
12. Capital Management . . . 22
13. Financial Risk Management . . . 22
14. Fair Value of Financial Instruments . . . 23
15. Contractual Obligations . . . 25
16. Donor Contributions . . . 25
17. Other Income (Expenses) . . . 25
18. Retirement Benefit Plans . . . 25
19. Related Party Transactions . . . 26

2020 Financial Highlights

During the year we signed and disbursed on the following loans:

- Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. – $25.5 million;
- Banco Davivienda S.A. – $25.5 million;
- Corporacion Interamericana Para El Financiamiento de Infraestructura S.A. – $19.1 million disbursed and $1.9 million repaid; and
- Banco de Comercio Exterior de Colombia S.A. – $12.7 million.

We also signed a $25.5 million loan commitment with FirstRand Bank Limited.

Additionally, we signed and disbursed the following investments:

- M-KOPA follow-on – $2.5 million; and
- African Development Partners III Mauritius L.P. Fund – $25.5 million commitment signed, and $5.8 million disbursed.

We recorded a net loss of $13.1 million for the year, compared to a loss of $8.1 million in 2019.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31 *(in thousands of Canadian dollars)*	**2020**	2019
Net financing and investment income	**2,492**	1,601
Donor contributions	**509**	523
Other income (expenses)	**(490)**	1,691
	2,511	3,815
Administrative expenses	**12,548**	10,169
Provision for credit losses	**3,051**	1,746
Net loss	**$(13,088)**	$(8,100)

Items of note were as follows:

Administrative expenses were $2.4 million higher than 2019 mainly due to an increase in headcount, other HR costs, and professional services.

Provision for credit losses of $3.1 million mainly due to increased risk in the portfolio as a result of the current period of economic uncertainty related to the COVID-19 pandemic and new loan disbursements during the year.

Net financing and investment income increased by $891 thousand compared to the prior year due to growth in the loan portfolio.

We recognized **donor contributions** for the Technical Assistance Facility (TAF) project of $509 thousand from The Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD).

Other expenses of $490 thousand for the year compared to income of $1.7 million in 2019. The variance is mainly due to unrealized losses on our investments portfolio partially offset by foreign exchange translation. The unrealized losses on our investments portfolio consisted of $1.4 million of management fees partially offset by $470 thousand of unrealized gains due to fair market value adjustments on the portfolio.

Risk Management Overview

By providing development financing and other forms of development support in furtherance of its mandate, FinDev Canada is exposed to several Risks. Our enterprise risk management (ERM) practice emphasizes a strong risk culture of oversight and clear direction, ownership and accountability, and the requirement for monitoring and reporting. Risk management at FinDev Canada is governed by the Three Lines of Defence (3LD) Model, an industry best-practice approach to risk governance. Furthermore, our Risk Appetite Framework (RAF) is articulated around three broad risk types which are intrinsic to our business: Strategic Risks, Operational Risks and Financial Risks.

RISK GOVERNANCE, OVERSIGHT AND DESIGN

Our evolving risk governance structure balances strong central oversight and control of risk with clear accountability for and ownership of risk within the front lines. The 3LD risk governance model ensures a balance between three distinct organizational functions, or "lines of defence":

- 1st Line of Defence: Employees on the front line who take, own and manage risk on a day-to-day basis;
- 2nd Line of Defence: The risk and compliance functions that provide independent oversight of and effective challenge to the first-line's risk management activities by ensuring that the organization's governance structure is appropriate, the right checks and balances are in place, and the proper tools are available;
- 3rd Line of Defence: The internal audit function, which provides independent assurance on the effectiveness of risk management policies, processes and practices to senior management and the Board of Directors (Board).

This structure supports the cascade of FinDev Canada's Risk Appetite throughout the organization and provides forums for risks to be appropriately considered, discussed, debated and factored into business decisions at all levels and across all functions.

BOARD OF DIRECTORS

The Board is ultimately responsible for Risk Governance by setting the cultural tone, approving FinDev Canada's ERM and Risk Appetite Frameworks, and maintaining oversight as to the efficacy of the ERM program. In addition, it has responsibility to ensure that our incentive, reward and performance management and evaluation systems are aligned and in place, with due emphasis on risk, compliance and controls.

EXECUTIVE MANAGEMENT TEAM

The Executive Management team, led by the Chief Executive Officer (CEO) and including the leadership team reporting directly to CEO, is ultimately accountable for managing enterprise risk within the Board-approved Risk Appetite, approving policies and procedures and overseeing execution of risk management activities.

EXECUTIVE COMMITTEES

FinDev Canada has established various executive management committees as part of its corporate governance framework to oversee the effective management of the financial, operational and strategical affairs within the organization while also deploying various authorities which are delegated to it by the Board of Directors ("Board"). Three such committees include the CEO, they are the Triage, Investment and Risk Management committees.

The role of the **Triage Committee** is to provide guidance and direction to the Investments Team, with the goal of pursuing transactions that align with FinDev Canada's mandate, strategic framework and risk appetite. For its part, the **Investment Committee** to has been established to make certain recommendations to the CEO or to the Board related to new and existing transactions, including those required by the Delegation of Authority Framework for Credit Commitments (DOA). Lastly, the **Risk Management Committee** exists to oversee the enterprise risk management governance framework, review the risk profile of the corporation considering existing and emerging risks, and make certain recommendations to the CEO or the Board regarding frameworks, policies, guidelines or procedures.

Independent Auditor's Report

To the Directors of **Development Finance Institute Canada**

Opinion

We have audited the financial statements of Development Finance Institute Canada ("DFIC"), which comprise the statement of financial position as at 31 December 2020, and the statement of comprehensive loss, statement of changes in equity and statement of cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of DFIC as at 31 December 2020, and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs).

Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of DFIC in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other information

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the annual report but does not include the financial statements and our auditor's report thereon. The annual report is expected to be made available to us after the date of this auditor's report.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information identified above when it becomes available and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

When we read the annual report, if we conclude that there is a material misstatement therein, we are required to communicate the matter to those charged with governance.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRSs, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing DFIC's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate DFIC or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing DFIC financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of DFIC internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on DFIC's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause DFIC to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure, and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Ottawa, Canada
May 12, 2021

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants

Ernst & Young LLP

Chartered Professional Accountants

FinDev Canada

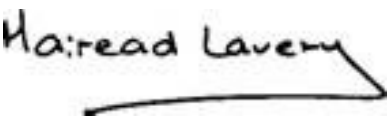
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT DECEMBER 31

(in thousands of Canadian dollars)	Notes	**2020**	2019
Assets			
Cash		**9,521**	3,657
Marketable securities	4	**87,290**	105,991
Derivative instruments	9	**5,240**	1,400
Loans receivable	5	**101,709**	21,977
Allowance for losses on loans	5	**(4,146)**	(1,743)
Investments	6	**68,255**	51,315
Other assets		**3,668**	1,705
Property, plant and equipment	7	**444**	562
Right-of-use asset	8	**1,469**	1,663
Total Assets		**$273,450**	$186,527
Liabilities and Equity			
Accounts payable and other credits		**1,483**	1,800
Owing to Export Development Canada	18	**964**	1,104
Deferred revenue	10	**697**	369
Lease liability	8	**1,517**	1,686
Allowance for losses on loan commitments	5	**309**	-
Total Liabilities		**4,970**	4,959
Share capital	11	**300,000**	200,000
Deficit		**(31,520)**	(18,432)
Total Equity		**268,480**	181,568
Total Liabilities and Equity		**$273,450**	$186,527

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

These financial statements were approved for issuance by the Board of Directors on May 12, 2021.



Mairead Lavery
Director

Ken Kember
Director

FinDev Canada

STATEMENT OF COMPREHENSIVE LOSS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31

(in thousands of Canadian dollars)	Notes	**2020**	2019
Financing and Investment Revenue			
Loan	5	**2,286**	486
Marketable securities	4	**813**	1,336
Investments	6	**14**	31
Total financing and investment revenue		**3,113**	1,853
Interest expense	9	**171**	178
Transaction costs	6	**450**	74
Net Financing and Investment Income		**2,492**	1,601
Donor Contributions	16	**509**	523
Other Income (Expenses)	17	**(490)**	1,691
Administrative Expenses			
Salaries and benefits		**7,744**	4,316
Professional services		**1,555**	1,135
Administration costs	18	**1,346**	1,535
Impact projects		**447**	646
Marketing and communications		**299**	477
Travel, hospitality and conferences		**86**	851
Other		**1,071**	1,209
		12,548	10,169
Loss before Provision		**(10,037)**	(6,354)
Provision for Credit Losses	5	**3,051**	1,746
Net Loss		**(13,088)**	(8,100)
Other comprehensive income		**-**	-
Comprehensive Loss		**$(13,088)**	$(8,100)

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

FinDev Canada

STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31

(in thousands of Canadian dollars)	Notes	**2020**	2019
Share Capital			
Balance beginning of year		**200,000**	100,000
Shares issued	11	**100,000**	100,000
Balance end of year		**300,000**	200,000
Deficit			
Balance beginning of year		**(18,432)**	(10,332)
Comprehensive loss		**(13,088)**	(8,100)
Balance end of year		**(31,520)**	(18,432)
Total Equity End of Year		**$268,480**	$181,568

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

FinDev Canada

STATEMENT OF CASH FLOWS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Cash Flows used in Operating Activities		
Net Loss	**(13,088)**	(8,100)
Adjustments to determine net cash from (used in) operating activities		
Provision for credit losses	**3,051**	1,746
Depreciation	**182**	135
Changes in operating assets and liabilities		
Change in fair value of investments and accrued interest on loans receivable	**291**	(2,161)
Change in accrued interest and fair value of marketable securities	**-**	59
Change in derivative instruments	**2,553**	345
Other	**(637)**	292
Loan disbursements	**(87,168)**	(22,280)
Loan repayments	**2,012**	-
Net cash used in operating activities	**(92,804)**	(29,964)
Cash Flows used in Investing Activities		
Disbursement for investments	**(20,028)**	(35,185)
Receipts from investments	**599**	-
Purchases of marketable securities	**-**	(29,130)
Sales/maturities of marketable securities	**-**	57,615
Purchases of property, plant, and equipment	**(63)**	(131)
Purchases of intangible assets	**(106)**	-
Net cash used in investing activities	**(19,598)**	(6,831)
Cash Flows from Financing Activities		
Decrease in amount due to EDC	**(135)**	(5,077)
Issuance of share capital	**100,000**	100,000
Net cash from financing activities	**99,865**	94,923
Effect of exchange rate changes on cash and cash equivalents	**(300)**	(36)
Net increase (decrease) in cash and cash equivalents	**(12,837)**	58,092
Cash and cash equivalents		
Beginning of year	**109,648**	51,556
End of year	**$96,811**	$109,648
Cash and cash equivalents are comprised of:		
Cash	**9,521**	3,657
Cash equivalents included within marketable securities	**87,290**	105,991
	$96,811	$109,648

The accompanying notes are an integral part of these financial statements.

1. Corporate Mandate

Development Finance Institute Canada (DFIC) Inc. was incorporated in September 2017 as a wholly-owned subsidiary of Export Development Canada ("EDC") for the purpose of providing, directly or indirectly, development financing and other forms of development support in a manner that is consistent with Canada's international development priorities. The corporation operates under the trade name FinDev Canada. As a subsidiary of EDC, FinDev Canada is subject to the *Export Development Act and the Financial Administration Act.*

FinDev Canada's principal place of business is located at 1 Place Ville Marie #2950, Montreal, Quebec.

2. Impact of COVID-19

The World Health Organization officially declared the outbreak of COVID-19 a pandemic on March 11, 2020. The COVID-19 pandemic continues to have a significant adverse impact on the global economy. The overall economy continues to navigate the pandemic with continuing uncertainty even as vaccinations are being distributed. As a result, we continue to operate in an uncertain macroeconomic environment.

Impact on Estimates and Judgements

As disclosed in Note 3, the preparation of the consolidated financial statements in accordance with IFRS requires management to make estimates and judgements that affect the recognized and measured amounts of assets, liabilities, net income, comprehensive income and related disclosures. The COVID-19 pandemic gives rise to heightened uncertainty and increases the need to apply judgment in evaluating the economic environment and its impact on significant estimates. The uncertainty created by the COVID-19 pandemic has increased the level of judgment applied in estimating the allowance for credit losses (see Note 5) and fair value of financial instruments (see Note 14). Actual results could vary significantly from these estimates and judgments.

3. Summary of Significant Accounting Policies

Basis of Presentation

FinDev Canada's financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

Application of New and Revised International Financial Reporting Standards

NEW STANDARDS, AMENDMENTS AND INTERPRETATIONS ADOPTED DURING THE YEAR

The following standards issued by the IASB were adopted during the year:

IAS 1 – Presentation of Financial Statements and IAS 8 – Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors - In October 2018, the IASB issued amendments to IAS 1 and IAS 8 regarding the definition of materiality. The amendments clarify the definition of material, explain how the definition should be applied and improve the explanations accompanying the definition. The amendments also ensure that the definition is consistent across all IFRS standards. The amendments were adopted on January 1, 2020 with no changes to the financial statements.

The Conceptual Framework for Financial Reporting - In March 2018, the IASB issued the revised Conceptual Framework, which sets out the fundamental concepts for financial reporting to ensure consistency in standard setting decisions and that similar transactions are treated in a similar way, in order to provide useful information to users of financial statements. The Conceptual Framework, which did not result in any change to the financial statements, was adopted on January 1, 2020.

NEW STANDARDS, AMENDMENTS AND INTERPRETATIONS ISSUED BUT NOT YET IN EFFECT

The following standards and amendments issued by the IASB have been assessed as having a possible effect on FinDev Canada in the future. We are currently assessing the impact of these standards and amendments on our financial statements:

IFRS 16 – Leases - In May 2020, the IASB issued an amendment related to *Covid-19 Related Rent Concessions* which provides a practical expedient in assessing whether a Covid-19 related rent concession is a lease modification. The amendment is effective for annual reporting periods beginning on or after June 1, 2020 and we do not anticipate any impact to the financial statements.

Interest Rate Benchmark Reform — Phase 2 - In August 2020, the IASB issued amendments to *IFRS 9 - Financial Instruments, IAS 39 - Financial Instruments: Recognition and Measurement, IFRS 7 - Financial Instruments: Disclosures* and *IFRS 16 Leases* to address the reforms related to the interest rate benchmark. These amendments are effective for annual reporting periods beginning on or after January 1, 2021 with early application permitted. The amendments include changing the effective interest rate of financial instruments to reflect the change to the alternative benchmark rate, as well as additional disclosures about new risks arising from the reform and how we are managing the transition to alternative benchmark rates. These amendments are highly relevant to FinDev Canada and will impact the loans receivable and derivative instruments balances on our financial statements and related disclosures, however the impact cannot be reasonably estimated at this time. Currently, our project working group is focused on key activities including assessing the impact on existing systems and processes as well as the impact of converting our existing loan agreements to using the new relevant alternative benchmark rates.

Use of Estimates and Key Judgements

To prepare our financial statements in accordance with IFRS, it is necessary for management to exercise judgment and make use of estimates and assumptions, in applying certain accounting policies. We utilize current market data, and other information available to us as at the date of the financial statements in arriving at our decisions. We have established procedures to ensure that the process for determining our estimates and assumptions is well-controlled and occurs in an appropriate and systematic manner.

Uncertainty is inherent in the use of estimates and assumptions and as a result, actual results may vary significantly from management's estimates. Uncertainty arises, in part, from the use of data at a point in time to establish our assumptions. While this data may be the most reliable basis available on which to base our assumptions, economic events may occur subsequently that render previous assumptions invalid and cause a material change to actual results.

Management has made significant use of estimates and exercised judgment as described in the following paragraphs.

LOANS AND ALLOWANCE FOR CREDIT LOSSES

The allowance for losses on loans represents management's best estimate of expected credit losses. These estimates are reviewed periodically during the year and in detail as at the date of the financial statements.

The purpose of the allowance is to provide an estimate of expected credit losses inherent in the loan portfolio. Estimation is inherent in the assessment of forward-looking probabilities of default, loss severity in the event of default (also referred to as loss given default), review of credit quality and the value of any collateral. Management also considers the impact of forward-looking macroeconomic factors including current and future economic events, industry trends and risk concentrations on the portfolio and the required allowance.

Allowances are established on an individual basis for loans that management has determined to be impaired and/or for which losses have been incurred. When an obligor is considered impaired, we reduce the carrying value of the loan to its net realizable value. Management is required to make a number of estimates including the timing and amount of future cash flows and the residual values of the underlying collateral.

Management judgment is used in the expected credit loss (ECL) calculation as it pertains to the application of forward-looking information to support future events and historical behaviour patterns in determining the expected life of a financial instrument. Judgment is also used in assessing significant increase in credit risk.

Fair Value of Financial Instruments

The majority of our financial instruments are recognized on our statement of financial position at their fair value. These financial instruments include marketable securities, derivative instruments, and investments. Fair value is defined as the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date.

Financial instruments are categorized into one of three levels based on whether the techniques employed to value the instruments use observable or unobservable market inputs. Financial instruments categorized as Level 1 are valued using quoted market prices, thus minimal estimation is required. Those instruments categorized as Level 2 and 3 require the use of greater estimation and judgment as they may include inputs such as discount rates, yield curves and other inputs into our models which may not be based on observable market data. Refer to Notes 4 and 6 for further details.

Our fund investments are considered structured entities. A structured entity (SE) is defined as an entity created to accomplish a narrow and well-defined objective. Management exercises judgment in determining whether we have control of structured entities. When we have power over an SE and are exposed or have rights to variable returns from our involvement with an SE and have the ability to affect those returns through its power over the SE, we are considered to have control over the SE which must be consolidated within our financial statements. When the criteria for control are not met, SEs are not consolidated.

CASH AND CASH EQUIVALENTS

Cash and cash equivalents are comprised of cash and short-term marketable securities with a term to maturity of 90 days or less from the date of their acquisition, are considered highly liquid, readily convertible to known amounts of cash and are subject to an insignificant risk of change in value. Cash equivalents are included within marketable securities on the Statement of Financial Position.

MARKETABLE SECURITIES

Marketable securities are held for liquidity purposes. These are held with creditworthy counterparties that must have a minimum credit rating from an external credit rating agency of A- for all transactions.

Marketable securities held directly by FinDev Canada are recorded at fair value through profit or loss to reflect our business model for managing these instruments. Purchases and sales of marketable securities are recorded on the trade date and the transaction costs are expensed as incurred. Interest revenue is recorded in marketable securities revenue in the statement of comprehensive income. Realized and unrealized gains and losses on these securities are included in other income (expenses) in the Statement of Comprehensive Loss.

LOANS RECEIVABLE

Loans receivable are recorded at fair value upon initial recognition and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method. Our loans receivable are held in order to collect contractual cash flows which represent payments of principal, interest and fees. They are derecognized when the rights to receive cash flows have expired or we have transferred substantially all the risks and rewards of ownership. A loan payment is considered past due when the obligor has failed to make the payment by the contractual due date.

The effective interest method is a method of calculating the amortized cost of a financial asset and of allocating the interest income over the relevant period in financing and investment revenue in the Statement of Comprehensive Loss. The effective interest rate is the rate that exactly discounts estimated future cash payments or receipts through the expected life of the financial instrument or, when appropriate, a shorter period, to the net carrying amount of the financial asset. When calculating the effective interest rate, we estimate cash flows considering all contractual terms of the financial instrument (for example, prepayment options) but do not consider future credit losses. The calculation includes all fees paid or received that are an integral part of the effective interest rate, transaction costs and all other premiums or discounts. Deferred loan revenue, which consists of exposure, administration and other upfront fees, is considered an integral part of the effective interest rate and is amortized over the term of the related loan.

ALLOWANCE FOR CREDIT LOSSES

The allowance for credit losses represents management's best estimate of expected credit losses and is based on the expected credit loss model.

Financial instruments subject to an impairment assessment include loans held at amortized cost. The allowance for credit losses related to loans receivable is presented in the allowance for losses on loans in the Statement of Financial Position.

Changes in the allowance for credit losses as a result of originations, repayments and maturities, changes in risk parameters, remeasurements and modifications are recorded in the provision for credit losses in our Statement of Comprehensive Loss.

Expected Credit Loss Impairment Model

The ECL model applies a three-stage approach to measure the allowance for credit losses. At initial recognition financial instruments are placed in Stage 1. Expected credit losses are measured based on the stage assignment of the financial instrument:

- *Stage 1* - Where there has not been a significant increase in credit risk since origination, the allowance recorded is based on the expected credit losses resulting from defaults over the next 12-months;
- *Stage 2* - Where there has been a significant increase in credit risk since origination, the allowance recorded is based on the expected credit losses over the remaining lifetime of the financial instrument; and
- *Stage 3* - Where a financial instrument is considered impaired, the allowance recorded is based on the expected credit losses over the remaining lifetime of the instrument and interest revenue is calculated based on the carrying amount of the instrument, net of the loss allowance, rather than on its gross carrying amount.

Impairment and Write-off of Financial Instruments

Under our definition of default on loans receivable and loan commitments, financial instruments are considered to be in default and placed in Stage 3 when they meet one or both of the following criteria which represent objective evidence of impairment:

- there has been a deterioration in credit quality to the extent that we consider the obligor is unlikely to pay its credit obligations to us in full; or
- the obligor is past due more than 90 days on any credit obligation to us, as required under IFRS 9.

If there is objective evidence that an impairment loss has occurred on an individual loan or loan commitment, the amount of the loss is measured as the difference between the loan's carrying amount and the present value of any estimated future cash flows discounted at the loan's original effective interest rate. The carrying value of the loan is reduced through the use of an individual allowance.

Thereafter, interest income on individually impaired loans is recognized based on the reduced carrying value of the loan using the original effective interest rate of the loan.

Loans and the related allowance for credit losses are written off, either partially or in full, when all collection methods, including the realization of collateral, have been exhausted and no further prospect of recovery is likely.

Loans are returned to performing status when it is likely that contractual payments will continue pursuant to the terms of the loan.

MEASUREMENT OF EXPECTED CREDIT LOSSES

The ECL calculation along with the stage assignment considers reasonable and supportable information about past events, current conditions and forecasts of future economic events. The estimation and application of forward-looking information, using both internal and external sources of information, requires significant judgement.

The ECL model is a function of the probability of default (PD), loss given default (LGD), and exposure at default (EAD) of a specific obligor or group of obligors with like characteristics such as industry and country classification as well as credit risk rating, discounted to the reporting date using the effective interest rate, or an approximation thereof. PD is modelled based on current and historic data along with relevant forward-looking macroeconomic factors to estimate the likelihood of default over a given time horizon. LGD is an estimate of the percentage of exposure that will be lost if there is a default on a specific obligor. EAD is modelled based on cash flow expectations which include contractual terms as well as forward-looking repayment and draw patterns and represents the outstanding exposure at the time of default.

FORWARD-LOOKING INFORMATION

Expected credit losses are calculated using forward-looking information determined from reasonable and supportable forecasts of future economic conditions as at the reporting date. The ECL model does not consider every possible scenario but reflects a representative sample of three possible outcomes. The scenarios used are not biased towards extremes, reflect consistency among variables and are probability-weighted.

In addition to a baseline macroeconomic outlook, we also produce two alternative outlooks. These alternative forecasts leverage our country risk and sector analysts in EDC's Economics team to identify and vet key upside and downside scenario possibilities, considering their impacts and probability of occurrence. The scenarios are reviewed quarterly for ongoing relevance.

The macroeconomic variables considered in the determination of the scenarios have been established to be key drivers of a global macroeconomic outlook and influential to our loan portfolio and include, but are not limited to, gross domestic product, commodity prices, equity indices, bond yields and unemployment rates. The macroeconomic variables are applied in the ECL model based on industry classification. We also assess the extent to which these variables may not reflect recent economic events that may result in credit deterioration. In these cases we will estimate the potential impact on our allowances and apply market overlays to specific industries or other exposure categories that we deem appropriate.

SIGNIFICANT INCREASE IN CREDIT RISK

At each reporting date, an assessment of whether a significant increase in credit risk has taken place since the initial recognition of the financial instrument is performed. The assessment, which does not use the low credit risk exemption allowed under IFRS 9, requires significant judgement and considers the following factors:

- a threshold based on a relative change in the probability of default for the remaining expected life of the instrument relative to the corresponding probability of default at origination;
- qualitative information available as at the reporting date; and
- days past due.

Any exposure that is 30 days past due is placed in Stage 2. Any exposure that is 90 days past due is considered impaired and placed in Stage 3.

Assets can move in both directions through the stages of the impairment model. If, in a subsequent period, the credit quality improves for an instrument in Stage 2 such that the increase in credit risk since initial recognition is no longer considered significant, the instrument will move to Stage 1 and the loss allowance shall revert to being recognized based on the 12-month expected credit losses.

Investments

Investments are comprised of direct investments that are held in private companies and investments in private equity funds. Purchases and sales of these investments are recorded on a trade-date basis and are measured at fair value through profit or loss. Subsequent changes in fair value and any realized gains and losses are recorded in other income (expenses). Transaction costs are expensed as incurred.

Leases

At the inception of a contract, we assess whether the contract is, or contains, a lease. A lease is defined as a contract, or part of a contract, that conveys the right to use an asset for a period of time in exchange for consideration. In our assessment of whether a contract conveys the right to use an asset, we consider whether FinDev Canada has:

- access to a physically identifiable asset either explicitly or implicitly within the contract;
- the right to obtain substantially all of the economic benefits from use of the identified asset; and
- the right to direct the use of the identified asset.

We recognize the right-of-use asset and the lease liability at the lease commencement date. At initial recognition, the right-of-use asset is measured at cost and is subsequently depreciated using the straight-line method from the commencement date to the end of the lease term. In addition, the right-of-use asset is assessed for impairment consistent with the requirements under IAS 36.

Our right-of-use asset pertains to office space. We account for lease components and non-lease components separately. We do not recognize right-of-use assets and lease liabilities for short-term leases that have a lease term of 12 months or less or are of a low value. Lease payments associated with these leases are recognized as an expense as they are incurred.

Our lease liability is initially measured at the present value of lease payments and discounted using the interest rate implicit in the lease or, if not available, our incremental borrowing rate. Subsequently, the lease liability is measured at amortized cost using the effective interest rate method. It is remeasured when there is a change in future lease payments arising from a change to the term of the lease. When a lease is remeasured, a corresponding adjustment is also made to the carrying amount of the right-of-use asset or is recognized as a gain or loss in other income or in other expenses if the carrying amount of the right-of-use asset is nil.

Property, Plant and Equipment

Property, plant and equipment are carried at cost less accumulated depreciation and impairment losses. Depreciation is charged on a straight-line basis over the estimated useful lives of the assets or the term of the lease. The estimated useful lives and depreciation methods are reviewed at the end of each year, with the effect of any changes in estimate being accounted for on a prospective basis. The useful life used in the calculation of depreciation for furniture and equipment is five years and three years for computer hardware. Leasehold improvements are depreciated on a straight-line basis over the shorter of the term of the lease or the useful economic life of the leasehold improvement. Depreciation is recorded in administrative expenses.

The gain or loss arising from the disposal or retirement of an item of property, plant and equipment is determined as the difference between the sale proceeds and the carrying amount of the asset and is recognized in other expenses. The estimated useful lives and depreciation method are reviewed at the end of each year, with the effect of any changes in estimate being accounted for on a prospective basis.

Intangible Assets

Intangible assets represent internally developed and purchased computer software. They are carried at cost less accumulated amortization and impairment losses. Amortization is charged on a straight-line basis over the estimated useful lives of the intangible assets, which currently vary from five to ten years. The estimated useful lives and amortization methods are reviewed at the end of each year, with the effect of any changes in estimate being accounted for on a prospective basis. Amortization is recorded in administrative expenses.

Intangible assets are reviewed annually for indications of impairment. If indications exist, the carrying value is analyzed to determine whether it is fully recoverable. An impairment loss is recorded in administrative expenses to write down the carrying value to recoverable amount.

Derivative Instruments

Derivative instruments (derivatives) are financial contracts that derive their value from underlying changes in interest rates, foreign exchange rates, equities, credit spreads or other financial measures. We use derivatives (foreign exchange swaps) to manage foreign exchange risk.

We do not apply hedge accounting to our derivatives. Derivatives are accounted for at fair value through profit or loss and are recognized on the statement of financial position upon the trade date and are removed from the statement of financial position when they expire or are terminated. Derivatives with a positive fair value are reported as derivative instruments within assets, while derivatives with a negative fair value are reported as derivative instruments within liabilities. All interest income and expenses associated with our derivatives are included in interest expense, while realized and unrealized gains and losses are recorded in other income (expenses).

Donor Contributions

FinDev Canada enters into co-funding agreements with various donors to increase resources for development impact projects. Donor contributions are managed together with FinDev Canada's own contributions. Funds received or receivable under donor contribution agreements are recorded as deferred revenues. These deferred revenues are recognized as revenues in the year in which the related expenses are incurred.

Accounts Payable and Other Credits

Accounts payable and other credits are carried at amortized cost.

Translation of Foreign Currency

All monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated into Canadian dollars, the functional and presentation currency of FinDev Canada, at exchange rates prevailing at the end of the year. Income and expenses are translated at either daily or monthly average exchange rates in effect during the year. Exchange gains and losses resulting from the translation of foreign currency balances and transactions are included in other income (expenses).

Foreign currency non-monetary items that are measured at historical cost are translated at historical rates. Foreign currency non-monetary items measured at fair value are translated using the rate of exchange at the date the fair value was determined.

Retirement Benefit Plans

We participate in benefit plans sponsored by EDC. We account for our participation on an accrual basis based on an allocation rate determined by EDC. For further details of these benefit plans, please refer to Note 3 of EDC's 2020 Annual Report.

4. Marketable Securities

FinDev Canada holds Canadian dollar interest-earning short-term instruments with Canadian banks that are due within one year for cash management purposes. Instruments with a term to maturity of 90 days or less from the date of their acquisition are considered cash equivalents.

We are exposed to risk on our marketable securities portfolio that the deposit-taking institutions or counterparties will not repay us in accordance with contractual terms. To mitigate this risk, we only transact marketable securities with counterparties having a credit rating of A- or better. Our marketable securities credit exposure is represented by the carrying value of the financial instruments.

The yield on marketable securities for 2020 was 0.69% (2019 – 2.01%[1]).

[1] *The prior period yield has been restated to reflect the current period methodology.*

5. Loans and Allowance for Credit Losses

Loans Receivable

The following table shows the components of our loans receivable:

(in thousands of Canadian dollars)	**Dec. 31, 2020**	Dec. 31, 2019
Gross loans receivable	**102,338**	21,807
Accrued interest and fees receivable	**609**	428
Deferred loan revenue and other	**(1,238)**	(258)
Total loans receivable	**$101,709**	$21,977

The following reflects the movement in gross loans receivable during the period:

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Balance beginning of year	**21,807**	-
Disbursements	**87,168**	22,280
Principal repayments	**(2,012)**	-
Capitalized interest	**38**	-
Foreign exchange translation	**(4,663)**	(473)
Balance end of year	**$102,338**	$21,807

At the end of 2020, total loans receivable were $101.7 million, an increase of $79.7 million from 2019.

We had country risk concentrations as outlined below:

(in thousands of Canadian dollars)	**Dec. 31, 2020**			Dec. 31, 2019	
Country	**Performing gross loans receivable**	**%**	Country	Performing gross loans receivable*	%
Columbia	**39,449**	**38**	Peru	10,388	48
Curaçao	**25,474**	**25**	Ecuador	10,226	47
Panama	**17,195**	**17**	Columbia	1,193	5
Peru	**10,190**	**10**			
Ecuador	**10,030**	**10**			
Total	**$102,338**	**100**	Total	$21,807	100

*The prior period has been reclassified to reflect current period presentation.

We employ a range of methods to mitigate credit risk on our commercial loans which includes obtaining certain forms of security interest. The principal types of security interest are liens on real and personal property and fixtures of the borrower.

Our maximum exposure to credit risk is $127.8 million at December 31, 2020 (2019 – $21.8 million).

Exposure by Stage

The breakdown of our gross loans receivable and loan commitments by credit grade was as follows:

(in thousands of Canadian dollars)			**Dec. 31, 2020**	Dec. 31, 2019
	Stage 1	**Stage 2**	**$**	**$**
Gross loans receivable	**80,880**	**21,458**	**102,338**	**21,807**
Loan commitments	**25,474**	**-**	**25,474**	**-**

*All exposure is non-investment grade which represents obligors with credit ratings of BB+ and below, as determined based on our internal credit risk rating methodology.

Allowance for Credit Losses

An allowance for losses on loans of $4.1 million has been recorded, an increase of $2.4 million since December 31, 2019 primarily due to the increased risk in the portfolio as a result of the current period of economic uncertainty related to the COVID-19 pandemic. As a result of the increased risk, several loans and the related allowance for losses were transferred from stage 1 to stage 2 in the first quarter of 2020 due to a significant increase in credit risk since origination and remeasured for IFRS 9 purposes.

As at December 31, 2020 we have undisbursed loan commitments of $25.5 million (2019 – nil) with an allowance for losses of $309 thousand (2019 – nil).

Changes to the allowance for losses on loans receivable and loan commitments for the year ended December 31, 2020 were as follows:

(in thousands of Canadian dollars)			**2020**		2019
	Stage 1	**Stage 2**	**Total**	Stage 1	Total
Allowance for losses on loans receivable					
Balance at beginning of period	1,743	-	1,743	-	-
Provision for credit losses					
Transfer to Stage 1	-	-	-	-	-
Transfer to Stage 2	(1,743)	1,743	-	-	-
Remeasurements	(307)	1,948	1,641	99	99
New originations	1,101	-	1,101	1,649	1,649
Net repayments and maturities	-	-	-	-	-
Changes in risk parameters	-	-	-	-	-
Total provision for (reversal of) credit losses	(949)	3,691	2,742	1,748	1,748
Foreign exchange	(30)	(309)	(339)	(5)	(5)
Balance end of year	764	3,382	4,146	1,743	1,743
Allowance for losses on loans commitments					
Provision for credit losses					
Transfer to Stage 1	-	-	-	-	-
Transfer to Stage 2	-	-	-	-	-
Remeasurements	(13)	-	(13)	-	-
New originations	991	-	991	264	264
Net repayments and maturities	(669)	-	(669)	(266)	(266)
Changes in risk parameters	-	-	-	-	-
Total provision for (reversal of) credit losses	309	-	309	(2)	(2)
Foreign exchange	-	-	-	2	2
Balance end of year	309	-	309	-	-
Total allowance for losses on loans receivable and loan commitments	$1,073	$3,382	$4,455	$1,743	$1,743

6. Investments

(in thousands of Canadian dollars)	**Dec. 31, 2020**		Dec. 31, 2019	
	Cost	**Fair Value**	Cost	Fair Value
Direct Investments	**40,758**	**41,891**	38,955	41,152
Fund Investments	**26,815**	**26,364**	11,121	10,163
Total Investments	**$67,573**	**$68,255**	$50,076	$51,315

We invest in funds which are pooled investment vehicles structured as limited partnerships and financed by the limited partners. These funds invest primarily in private or public companies and are considered to be structured entities.

We have undisbursed fund investment commitments of $58.6 million (2019 – $50.2 million).

Transaction costs on the establishment of fund investments of $450 thousand (2019 – $74 thousand) was recorded in the statement of comprehensive loss.

7. Property, Plant and Equipment

During the year, changes to property, plant and equipment were as follows:

(in thousands of Canadian dollars)	**Dec. 31, 2020**				Dec. 31, 2019			
	Computer hardware	**Furniture and equipment**	**Leasehold improvements**	**Total**	Computer hardware	Furniture and equipment	Leasehold improvements	Total
Cost:								
Balance beginning of year	**74**	**153**	**528**	**755**	74	90	460	624
Additions	**-**	**-**	**63**	**63**	-	63	68	131
Balance at end of year	**74**	**153**	**591**	**818**	74	153	528	755
Accumulated Depreciation:								
Balance beginning of year	**(38)**	**(23)**	**(132)**	**(193)**	(13)	(5)	(40)	(58)
Depreciation expense	**(24)**	**(31)**	**(126)**	**(181)**	(25)	(18)	(92)	(135)
Balance end of year	**(62)**	**(54)**	**(258)**	**(374)**	(38)	(23)	(132)	(193)
Carrying amount	**$12**	**$99**	**$333**	**$444**	$36	$130	$396	$562

There were no future contractual commitments related to property, plant and equipment at the end of 2020 (2019 – $197 thousand).

8. Right-of-Use Asset and Lease Liability

Right-of-Use Asset

FinDev Canada leases office space with a term of 5 years and has the option to renew for an additional period of the same duration after the end of the contract term. We have included the extension option in the measurement of our lease liability as it is reasonably certain to exercise the extension option. During the year, changes to our right-of-use asset were as follows:

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Balance beginning of year	**1,663**	1,856
Depreciation	**(194)**	(193)
Balance end of year	**$1,469**	$1,663

Lease Liability

The following table presents the maturity analysis of the contractual undiscounted cash flows for our lease liability as at December 31, 2020:

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Under 1 year	**206**	206
1 to 5 years	**1,107**	1,085
Over 5 years	**342**	569
Total undiscounted lease liability	**1,655**	1,860
Total lease liability end of year	**$1,517**	$1,686

Interest expense on the lease liabilities for the year ended December 31, 2020 was $37 thousand (2019 – $41 thousand). Expenses relating to short-term leases and leases of low value assets were not significant. Total cash outflow for the leases was $206 thousand (2019 – $206 thousand), including $169 thousand (2019 – $169 thousand) of principal payments on lease liabilities.

Future contractual commitments related to non-lease components, low value and short-term leases at the end of 2020 were $1.3 million (2019 – $2 million).

9. Derivative Instruments

We use foreign exchange swaps to manage our foreign exchange risk. These instruments are commitments to exchange cash flows in different currencies where there are two exchanges; the first is made at the spot rate at inception and the second at a predetermined rate on a specified date in the future.

To limit credit risk on our derivative instruments we only transact these foreign exchange swaps with EDC.

Derivative instruments are recorded on the Statement of Financial Position at fair value. Notional amounts are not recorded as assets or liabilities on our statement of financial position as they only represent the face amount of the contract to which a rate or a price is applied to determine the amount of cash flows to be exchanged.

We have transacted foreign exchange swaps (ranging from 5-month to 9-month) with EDC to convert Canadian dollars to U.S. dollars. As at December 31, 2020, the notional value of the swaps was $172 million (December 31, 2019 – $75 million). Interest expense on these swaps of $144 thousand (2019 – $158 thousand) was recorded in the Statement of Comprehensive Loss.

10. Deferred Revenue

Deferred revenue of $697 thousand (2019 – $369 thousand) represents the unspent portion of donor contributions received from Global Affairs Canada (formerly The Department of Foreign Affairs, Trade and Development) for the Technical Assistance Facility (TAF) project.

11. Share Capital

FinDev Canada's authorized share capital was increased during the year to $300 million consisting of 3 million shares (2019 – $200 million consisting of 2 million shares). Shares have a par value of $100 each and entitle our shareholder to receive a dividend from time to time. On July 6, 2020, FinDev Canada received a capital injection of $100 million in exchange for 1 million shares with a par value of $100 each. One million common shares were issued in the third quarter of 2020 (2019 – 1 million).

12. Capital Management

By providing financing and equity to private companies operating in developing countries, we are exposed to several financial risks. One such risk is the Capital Adequacy Risk, which is the risk of loss due to the failure to maintain sufficient capital, leading to business disruption, insolvency or bankruptcy. We manage our Capital Adequacy Risk via a Board-approved Capital Management Policy.

Amongst other things, this policy establishes the approach and processes used to measure, monitor and manage Capital Adequacy Risk. It also sets out the methodology for the calculation of available capital (Capital Supply) and required capital (Capital Demand) on a periodic basis. A capital surplus occurs when the organization's Capital Supply is higher than its Capital Demand, whereas the inverse creates a capital deficit. Given the absence of borrowings and the relatively early stage of development our portfolio, we were in a capital surplus situation at December 31, 2020.

Our approach to Capital Management has been designed to ensure alignment with our parent Export Development Canada. Such methodology is based on Basel principles, which is considered best practice among financial institutions worldwide and a requirement for regulated institutions.

Our parent has a capital management framework in place which follows the Internal Capital Adequacy Assessment Process (ICAAP) and serves as a guideline to assess our required capital. Demand for capital, which is calculated by models or approaches that estimate the capital required to cover potential losses consistent with an AA solvency level, includes credit risk, operational risk, market risk and strategic risk. The supply of capital is determined by our financial statements and consists of paid-in share capital and retained earnings.

A key principle in our capital management is the establishment of a target solvency standard or credit rating required to balance available capital and required capital. Our target solvency rating has been set to AA to align with our parent.

Our debt funding limit has been set to 3 times our book equity. This limit will be periodically reviewed and the borrowing capacity reduced accordingly when there is a capital deficit, following an increase in the risk profile of our portfolio and/or a reduction of the required capital.

13. Financial Risk Management

By providing financing and equity to private companies operating in developing countries, FinDev Canada is exposed to several financial risks. To control or mitigate FinDev Canada's exposure to financial risks, FinDev Canada has a Board-approved Financial Risk Management Framework ("FRMF") in place which sets out governance and oversight of financing and equity transactions as well as its treasury operations. The FRMF establishes procedures ensuring the effective management of financial risks. This includes Board limits as well as monitoring and reporting processes.

The main financial risks to which FinDev Canada is exposed are:

ACCOUNTING & FINANCIAL REPORTING RISK

The risk of loss or harm due to accounting and reporting errors, including the material misstatement of the financial statements, and non-compliance with legal and regulatory requirements regarding financial disclosures.

CAPITAL ADEQUACY RISK

The risk of loss due to the failure to maintain sufficient capital leading to business disruption or insolvency.

CONCENTRATION & PORTFOLIO RISK

The risk of loss resulting from any single exposure or group of exposures with potential to produce losses large enough to threaten FinDev Canada's health or ability to maintain its core operations.

OBLIGOR RISK

The risk of loss due to the failure of a borrower/guarantor to meet its obligations in accordance with agreed terms or due to adverse changes in the value of equity held by FinDev Canada.

LIQUIDITY RISK

The risk of loss due to the inability of FinDev Canada to raise/borrow funds to meet its financial obligations.

MARKET RISK

Market Risk is the risk of loss due to adverse movements in market prices, interest rates and/or foreign exchange rates. For example, Market Risk could arise as a consequence of a currency mismatch between FinDev Canada's assets and liabilities, or as a result of funding on a fixed-rate basis but lending on a floating-rate basis.

TREASURY COUNTERPARTY RISK

The risk of loss from the failure of a treasury or risk transfer counterparty to meet its obligations in accordance with agreed terms.

14. Fair Value of Financial Instruments

Fair value represents our estimation of the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date.

As with any estimate, uncertainty is inherent due to the unpredictability of future events. In the case of estimating the fair value of our financial instruments, this uncertainty is magnified due to the large number of assumptions, including assumptions related to the COVID-19 pandemic, used and the wide range of acceptable valuation techniques. Estimates of fair values are based on market conditions at a certain point in time and may not be reflective of future market conditions. Therefore, the estimates of the fair value of our financial instruments do not necessarily reflect the actual values that may occur should the instruments be exchanged in the market.

We have controls and policies in place to ensure that our valuations are appropriate and realistic. The models, valuation methodologies, and market-based parameters and inputs that are used are subject to regular review and validation, including a comparison with values from outside agencies.

We categorize financial instruments on the fair value hierarchy based on whether the inputs to the valuation techniques are observable or unobservable.

- *Level 1* - fair values are based on quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities;
- *Level 2* - fair values are determined using inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the assets or liabilities, either directly (i.e. as prices) or indirectly (i.e. derived from prices); and
- *Level 3* - fair values are determined using inputs for the assets or liabilities that are not based on observable market data (unobservable inputs).

The assumptions and valuation techniques that we use to estimate fair values are as follows:

Loans Receivable

Loans receivable are classified as Level 3 financial instruments on the fair value hierarchy and have a fair value of $102.5 million (2019 – $20.7 million) and a carrying value of $97.6 million (2019 – $20.2 million) as at December 31, 2020.

Marketable Securities

We estimate the fair value of marketable securities using observable market prices. If such prices are not available, we determine the fair value by discounting future cash flows using an appropriate yield curve. All of our marketable securities are classified as level 1.

Investments

Our approach to fair value measurement has been developed using International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines. Depending on the type of direct investment, we estimate fair value using one of the following: market-based methodologies, such as the quoted share price from available market data, price of recent investment, multiples, or industry benchmarks; income-based methodologies such as discounted cash flows; or replacement cost-based methodology such as net assets. Our fund valuations are performed using their most recent published financial statements. The valuations are established by management and approved by an independent valuation committee. The valuation methods are constantly validated and calibrated through discussions with co-investors and market participants, taking into account all known market events. As at December 31, 2020, we held one investment for which there was an unobservable input used in its valuation technique: multiple of sales of 1.95, with a fair value of $16.4 million recorded.

The following table summarizes the reconciliation of Level 3 fair values between 2020 and 2019 for investments:

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Balance beginning of year	**51,315**	15,971
Disbursements for investments	**20,028**	35,185
Unrealized gains (losses) included in other (income) expenses	**(561)**	1,663
Receipts from investments	**(599)**	-
Foreign exchange translation	**(1,928)**	(1,504)
Balance end of year	**$68,255**	$51,315
Total gains (losses) for the year included in comprehensive income (loss) for instruments held at end of the year	**$(561)**	$1,663

In 2020, a sensitivity analysis was performed using possible alternative assumptions to recalculate the fair value of our Level 3 financial instruments. The fair value of Level 3 financial instruments is in whole or in part based on unobservable inputs. In preparing financial statements, appropriate levels for the parameters of the unobservable inputs are chosen so that they are consistent with prevailing market evidence or management judgment.

In order to perform our sensitivity analysis for our Level 3 investments, we adjusted the unobservable inputs. The unobservable inputs used to value our Level 3 investments include one or more of the following: multiple of sales, liquidity discount, multiple of EBITDA and discount rate. When multiple unobservable inputs are shocked, no netting is considered, resulting in the highest favourable or unfavourable change. The results of our analysis on our Level 3 investments ranged from an unfavourable change of $11.6 million to a favourable change of $11.6 million.

Derivative Instruments

Foreign exchange forwards and foreign exchange swaps are valued by discounting the notional amounts using the respective currency's yield curve and converting the amounts using the spot Canadian dollar exchange rate. All of our derivative instruments are classified as Level 2.

15. Contractual Obligations

In the normal course of business, we enter into contracts that give rise to commitments of future minimum payments.

Purchase obligations include those obligations that are legally binding agreements whereby we have agreed to purchase products or services with specific minimum quantities defined as fixed, minimum or variable in price over a specified period of time.

As at December 31, 2020, purchase obligations not otherwise disclosed in the notes to our financial statements amounted to $1.9 million (2019 – $2.0 million).

16. Donor Contributions

Donor contributions relate specifically to development impact projects managed by FinDev Canada in partnership with Global Affairs Canada (formerly The Department of Foreign Affairs, Trade and Development). For the year ended December 31, 2020, donor contributions of $509 thousand have been recognized in revenue (December 31, 2019 – $523 thousand with Mastercard Foundation and OPIC).

17. Other Income (Expenses)

(in thousands of Canadian dollars)	**2020**	2019
Unrealized gain (loss) on investments [1]	**(931)**	1,663
Foreign exchange translation gain (loss)	**605**	70
Unrealized gain (loss) on derivatives	**(176)**	(34)
Net unrealized gain (loss) on marketable securities	**12**	(8)
Total other income (expenses)	**$(490)**	$1,691

[1] Unrealized loss on investments due to fund investment management fees of $1.4 million (2019 – $1.9 million), partially offset by favorable fair market value adjustments of $533 thousand (2019 – $3.6 million).

18. Retirement Benefit Plans

FinDev Canada participates in four benefit plans sponsored by EDC. There are two pension plans containing both defined benefit and defined contribution components, the Registered Pension Plan (RPP) and Supplementary Retirement Plan (SRP), and two other benefit programs. For a full description of these benefit programs, please refer to Note 31 of EDC's 2020 Annual Report.

We fund these benefits based on an allocation rate determined by EDC. In 2020, our allocation to fund our participation in the benefit plan was $430 thousand (December 2019 – $279 thousand) which was included in salaries and benefits.

19. Related Party Transactions

Loans Receivable

During the year, no new loan assets were purchased from EDC (2019 – $1.3 million).

Derivative Instruments

As described in Note 9, FinDev Canada transacts foreign exchange swaps with EDC.

Owing to Export Development Canada

In 2020, FinDev Canada paid EDC $1.3 million (2019 – $1.5 million) for contracted shared services for general corporate functions and specialized roles. The delivery of shared services is governed by a series of Service Level Agreements, developed according to industry best practices. Amounts due to EDC for shared services, which totalled $964 thousand as at December 31, 2020 (2019 – $1.1 million), are non-interest bearing and have no specific terms of repayment.

Key Management Personnel Compensation

Key management personnel, defined as those having authority and responsibility for planning, directing and controlling the activities of FinDev Canada, include the Board of Directors and the management team.

Compensation paid or payable to key management personnel during the year, including non-cash benefits subject to income tax was $2.5 million (2019 – $811 thousand).

FinDev Canada

Revue financière **2020**

TABLE OF CONTENTS

Faits saillants de 2020 29
Aperçu de la gestion des risques 30
Rapport de l'auditeur indépendant 31
État de la situation financière 33
État du résultat global 34
État des variations des capitaux propres 35
Tableau des flux de trésorerie 36
Notes afférentes aux états financiers 37
1. Mandat de l'Institut 37
2. Répercussions de la COVID-19 37
3. Synthèse des principales méthodes comptables 37
4. Titres négociables 43
5. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit 44
6. Placements 46
7. Immobilisations corporelles 46
8. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative 47
9. Instruments dérivés 47
10. Produits différés 48
11. Capital social 48
12. Gestion du capital 48
13. Gestion des risques financiers 49
14. Juste valeur des instruments financiers 50
15. Obligations contractuelles 51
16. Apport des donateurs 51
17. Autres produits ou (charges) 52
18. Régimes de prestations de retraite 52
19. Transactions entre parties liées 52

Faits saillants de 2020

Au cours de l'année, nous avons signé et déboursé les prêts suivants:

- Latin American Agribusiness Development Corporation S.A. – 25,5 millions de dollars;
- Banco Davivienda S.A. – 25,5 millions de dollars;
- Corporacion Interamericana Para El Financiamiento de Infraestructura S.A. – 19,1 millions de dollars déboursés et 1,9 million de dollars remboursés; et
- Banco de Comercio Exterior de Colombia S.A. – 12,7 millions de dollars.

Nous avons également signé un engagement de prêt de 25,5 millions de dollars avec FirstRand Bank Limited.

De plus, nous avons signé et déboursé les investissements suivants:

- Suivi de M-KOPA – 2,5 millions de dollars; et
- African Development Partners III Mauritius L.P. Fund – Engagement de 25,5 millions de dollars signé, et 5,8 millions de dollars déboursés.

Nous avons enregistré une perte nette de 13,1 millions de dollars pour l'année, contre une perte de 8,1 millions de dollars en 2019.

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE *(en milliers de dollars canadiens)*	**2020**	2019
Revenus nets de financement et d'investissement	**2 492**	1 601
Contributions des donateurs	**509**	523
Autres produits (charges)	**(490)**	1 691
	2 511	3 815
Dépenses administratives	**12 548**	10,169
Provision pour pertes de crédit	**3 051**	1 746
Perte nette	**(13 088) $**	(8 100) $

Les points à noter sont les suivants:

Les **dépenses administratives** ont augmenté de 2,4 millions de dollars par rapport à 2019, principalement en raison d'une augmentation des effectifs, d'autres coûts liés aux RH et des services professionnels.

Provision pour pertes de crédit de 3,1 millions de dollars principalement en raison de l'augmentation du risque dans le portefeuille en raison de la période actuelle d'incertitude économique liée à la pandémie de COVID-19 et des nouveaux déboursements de prêts au cours de l'année.

Les **revenus nets de financement et d'investissement** ont augmenté de 891 milliers de dollars par rapport à l'année précédente en raison de la croissance du portefeuille de prêts.

Nous avons reconnu les **contributions des donateurs** pour le projet de la facilité d'assistance technique (FAT) de 509000 $ du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD).

Les **autres charges** de 490000 $ pour l'année se comparent à un revenu de 1,7 million de dollars en 2019. L'écart est principalement dû aux pertes non réalisées sur notre portefeuille d'investissements, partiellement compensées par la conversion des devises. Les pertes non réalisées sur notre portefeuille d'investissements se composent de 1,4 million de dollars de frais de gestion partiellement compensés par 470 mille dollars de gains non réalisés en raison des ajustements de la juste valeur marchande du portefeuille.

Aperçu de la gestion des risques

En fournissant du financement et d'autres formes de soutien au développement dans le cadre de son mandat, FinDev Canada s'expose à plusieurs risques. Notre pratique de la gestion des risques d'entreprise (GRE) met l'accent sur une solide culture du risque fondée sur la surveillance et une orientation claire, la propriété et la responsabilité, ainsi que sur l'obligation de surveiller et de rendre compte. La gestion du risque chez FinDev Canada est régie par le modèle des trois lignes de défense, une approche qui fait partie des meilleures pratiques de l'industrie en matière de gouvernance du risque. De plus, notre Cadre relatif à l'appétit pour le risque (CRAR) s'articule autour de trois grands types de risques qui sont intrinsèques à nos activités : Risques stratégiques, risques opérationnels et risques financiers.

GOUVERNANCE DES RISQUES, SURVEILLANCE ET CONCEPTION

Notre structure de gouvernance des risques, en constante évolution, permet d'équilibrer une surveillance et un contrôle centraux rigoureux des risques avec une responsabilisation et une appropriation claires des risques en première ligne. Le modèle de gouvernance des trois lignes de maîtrise assure un équilibre entre trois fonctions organisationnelles distinctes, ou «lignes de maîtrise»:

- 1re ligne de défense : Les employés en première ligne qui prennent, possèdent et gèrent les risques au quotidien;
- 2e ligne de défense : Les fonctions de gestion des risques et de conformité qui assurent une surveillance indépendante et un contrôle efficace des activités de gestion des risques de la première ligne en veillant à ce que la structure de gouvernance de l'organisation soit appropriée, à ce que les bons contrôles et équilibres soient en place et à ce que les outils appropriés soient disponibles;
- 3e ligne de défense : La fonction d'audit interne, qui fournit une assurance indépendante sur l'efficacité des politiques, processus et pratiques de gestion des risques à la direction générale et au Conseil d'administration (Conseil).

Cette structure soutient la cascade de l'appétit pour le risque de FinDev Canada dans toute l'organisation et fournit des forums pour que les risques soient envisagés, discutés, débattus et pris en compte de manière appropriée dans les décisions d'affaires à tous les niveaux et dans toutes les fonctions.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est responsable en dernier ressort de la gouvernance des risques en donnant le ton à la culture, en approuvant les cadres de GRE et d'appétit pour le risque de FinDev Canada et en surveillant l'efficacité du programme de GRE. En outre, il doit faire en sorte que nos systèmes d'incitation, de récompense, de gestion du rendement et d'évaluation sont alignés et en place, en mettant l'accent sur le risque, la conformité et les contrôles.

ÉQUIPE DE LA HAUTE GESTION

L'équipe de la haute gestion, dirigée par la présidente-directrice générale (PDG) et comprenant l'équipe de direction relevant directement de la PDG, est responsable en dernier ressort de la gestion des risques de l'entreprise dans le cadre de l'appétit pour le risque approuvé par le Conseil d'administration, de l'approbation des politiques et procédures et de la supervision de l'exécution des activités de gestion des risques.

COMITÉS DE DIRECTION

FinDev Canada a établi divers comités de direction dans le cadre de sa gouvernance d'entreprise afin de superviser la gestion efficace des affaires financières, opérationnelles et stratégiques au sein de l'organisation tout en déployant divers pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration (le «conseil»). Trois de ces comités comprennent la PDG, il s'agit des comités de triage, d'investissement et de gestion des risques.

Le rôle du **Comité de triage** est de fournir des conseils et une orientation à l'équipe des investissements, dans le but de réaliser des transactions qui s'alignent sur le mandat, le cadre stratégique et l'appétit pour le risque de FinDev Canada. Pour sa part, le **Comité d'investissement** a été créé pour faire certaines recommandations au chef de la direction ou au conseil d'administration concernant les transactions nouvelles et existantes, y compris celles requises par le cadre de délégation de pouvoirs pour les engagements de crédit. Enfin, le **Comité de gestion des risques** a pour mission de superviser le cadre de gouvernance de la gestion des risques de l'entreprise, d'examiner le profil de risque de la société en tenant compte des risques existants et émergents, et de faire certaines recommandations à la PDG ou au Conseil concernant les cadres, les politiques, les directives ou les procédures.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de **l'Institut de financement du développement Canada**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut de financement du développement Canada («IFDC»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de IFDC au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de IFDC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Le rapport annuel est censé être mis à notre disposition après la date du présent rapport.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus lorsqu'elles seront mises à notre disposition et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lecture du rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ce rapport, nous serons tenus de signaler le problème aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de IFDC à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider IFDC ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de IFDC.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de IFDC;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de IFDC à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener IFDC à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ottawa, Canada
Le 12 May 2021

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Comptables professionnels agréés

FinDev Canada

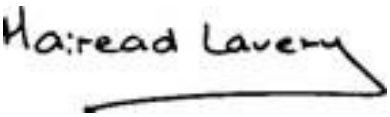
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2020**	2019
Actifs			
Trésorerie		**9 521**	3 657
Titres négociables	4	**87 290**	105 991
Instruments dérivés	9	**5 240**	1 400
Prêts	5	**101 709**	21 977
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	5	**(4 146)**	(1 743)
Placements	6	**68 255**	51 315
Autres actifs		**3 668**	1 705
Immobilisations corporelles	7	**444**	562
Actif au titre de droits d'utilisation	8	**1 469**	1 663
Total des actifs		**273 450 $**	186 527 $
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		**1 483**	1 800
Dette envers Exportation et développement Canada	18	**964**	1 104
Produits différés	10	**697**	369
Obligation locative	8	**1 517**	1 686
Provision pour pertes sur engagements de prêts	5	**309**	-
Total des passifs		**4 970**	4 959
Capital social	11	**300 000**	200 000
Déficit		**(31 520)**	(18 432)
Total des capitaux propres		**268 480**	181 568
Total des passifs et des capitaux propres		**273 450 $**	186 527 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

Le Conseil d'administration a approuvé la publication de ces états financiers le 12 mai 2021.



Mairead Lavery
Administratrice

Ken Kember
Administrateur

FinDev Canada

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2020**	2019
Produits du financement et des placements			
Prêts	5	**2 286**	486
Titres négociables	4	**813**	1 336
Placements	6	**14**	31
Total des produits du financement et des placements		**3 113**	1 853
Charges d'intérêts	9	**171**	178
Coûts de transaction	6	**450**	74
Produits du financement et des placements, montant net		**2 492**	1 601
Apport des donateurs	16	**509**	523
Autres produits ou (charges)	17	**(490)**	1 691
Charges administratives			
Salaires et avantages sociaux		**7 744**	4 316
Services professionnels		**1 555**	1 135
Coûts d'administration	18	**1 346**	1 535
Projets d'impact		**447**	646
Marketing et communications		**299**	477
Voyages, accueil et conférences		**86**	851
Autres		**1 071**	1 209
		12 548	10 169
Résultat négatif avant la dotation		**(10 037)**	(6 354)
Dotation au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	5	**3 051**	1 746
Perte nette		**(13 088)**	(8 100)
Autres éléments du résultat global		**-**	-
Résultat global négatif		**(13 088) $**	(8 100) $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

FinDev Canada

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	**2020**	2019
Capital social			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**200 000**	100 000
Actions émises	11	**100 000**	100 000
Solde à la clôture de l'exercice		**300 000**	200 000
Déficit			
Solde à l'ouverture de l'exercice		**(18 432)**	(10 332)
Résultat global négatif		**(13 088)**	(8 100)
Solde à la clôture de l'exercice		**(31 520)**	(18 432)
Total des capitaux propres à la clôture de l'exercice		**268 480 $**	181 568 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

FinDev Canada

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette	**(13 088)**	(8 100)
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		
Dotation à la provision	**3 051**	1 746
Dotation aux amortissements	**182**	135
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation de la juste valeur des placements et des intérêts courus sur les prêts	**291**	(2 161)
Variation des intérêts courus sur les prêts et de la juste valeur des titres négociables	**-**	59
Variation des instruments dérivés	**2 553**	345
Autres	**(637)**	292
Déboursements sur les prêts	**(87 168)**	(22 280)
Remboursements sur les prêts	**2 012**	-
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	**(92 804)**	(29 964)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Déboursements pour les placements	**(20 028)**	(35 185)
Encaissements sur les placements	**599**	-
Achats de titres négociables	**-**	(29 130)
Ventes et arrivées à échéance de titres négociables	**-**	57 615
Achats d'immobilisations corporelles	**(63)**	(131)
Achats d'immobilisations incorporelles	**(106)**	-
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	**(19 598)**	(6 831)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Diminution du montant dû à EDC	**(135)**	(5 077)
Émission de capital social	**100 000**	100 000
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement	**99 865**	94 923
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(300)**	(36)
Augmentation ou (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(12 837)**	58 092
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
À l'ouverture de l'exercice	**109 648**	51 556
À la clôture de l'exercice	**96 811 $**	109 648 $
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie:		
Trésorerie	**9 521**	3 657
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	**87 290**	105 991
	96 811 $	109 648 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

1. Mandat de l'Institut

En septembre 2017, l'Institut de financement du développement Canada (IFDC) inc. a été constitué à titre de filiale en propriété exclusive d'Exportation et développement Canada (EDC), et son mandat est de fournir, directement ou indirectement, du financement de développement et d'autres formes de soutien du développement, d'une manière compatible avec les priorités du Canada en matière de développement international. L'Institut exerce ses activités sous le nom commercial de «FinDev Canada». En tant que filiale d'EDC, FinDev Canada est assujettie à la *Loi sur le développement des exportations et à la Loi sur la gestion des finances publiques.*

Le siège principal de FinDev Canada se situe au 1 Place Ville-Marie, bureau 2950, Montréal (Québec).

2. Répercussions de la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 était devenue une pandémie. Les conséquences fâcheuses sur l'économie mondiale demeurent importantes. L'incertitude plane toujours sur l'ensemble de l'économie malgré le lancement de la campagne de vaccination. Par conséquent, les perspectives macroéconomiques restent floues.

Incidence sur les estimations et les jugements

Comme le mentionne la note 3, la préparation d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à des estimations et à son jugement qui influent sur la comptabilisation et l'évaluation des montants des actifs, des passifs, du résultat net, du résultat global et des informations connexes. À cause de la pandémie de COVID-19, l'incertitude est plus grande, d'où l'importance du jugement pour évaluer la situation économique et son incidence sur les estimations importantes à effectuer, notamment celles du compte de correction de valeur et des provisions pour pertes de crédit (voir la note 5) et de la juste valeur des instruments financiers (voir la note 14). Les résultats réels et ces estimations et jugements pourraient présenter des écarts importants entre eux.

3. Synthèse des principales méthodes comptables

Mode de présentation

Les états financiers de FinDev Canada ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE

Les normes qui suivent, publiées par l'IASB, ont été adoptées au cours de l'exercice.

IAS 1, *Présentation des états financiers, et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* – En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 concernant la définition de l'«importance relative». Les modifications clarifient la définition de «significatif», expliquent comment la définition doit être appliquée et améliorent les explications qui accompagnent la définition. Les modifications veillent aussi à l'uniformité de la définition dans toutes les IFRS. Entrées en vigueur le 1er janvier 2020, ces modifications sont sans conséquence pour les états financiers.

Cadre conceptuel de l'information financière – En mars 2018, l'IASB a publié un Cadre conceptuel révisé. Définissant les concepts fondamentaux de l'information financière, ce cadre vise à assurer l'uniformité dans les décisions relatives aux normes et le traitement des transactions de nature comparable, et ce, dans le but que soient fournies aux utilisateurs d'états financiers des informations utiles. Le Cadre conceptuel, qui n'a entraîné aucune modification des états financiers, a été adopté le 1er janvier 2020.

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Les normes et modifications mentionnées ci-après, que l'IASB a publiées, ont été jugées comme pouvant avoir un impact sur FinDev Canada à l'avenir. Nous évaluons actuellement leurs incidences sur nos états financiers.

IFRS 16, *Contrats de location* – En mai 2020, l'IASB a publié une modification d'IFRS 16, intitulée *Allégements de loyer liés à la COVID-19*, qui représente une mesure de simplification au moment d'évaluer si un allégement de loyer lié à la COVID-19 constitue ou non une modification de contrat de location. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er juin 2020, et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle ait une quelconque incidence sur les états financiers.

Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 – En août 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, *Instruments financiers*, d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, d'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, et d'IFRS 16, *Contrats de location*, afin de traiter de la réforme des taux d'intérêt de référence. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, l'application anticipée étant permise. Les modifications rendent compte de la variation du taux d'intérêt effectif des instruments financiers en fonction du nouveau taux de référence et portent aussi sur les informations supplémentaires à fournir sur les nouveaux risques résultant de la réforme, ainsi que sur la façon dont nous gérons la transition vers le nouveau taux. Les modifications concernent directement FinDev Canada et auront une incidence sur les soldes respectifs des prêts et des instruments dérivés inscrits dans nos états financiers, ainsi que sur les informations à fournir à leur sujet. Il est toutefois encore trop tôt pour évaluer raisonnablement cette incidence. Pour l'instant, notre groupe de travail pour le projet se concentre sur les activités essentielles, notamment l'évaluation des répercussions de la réforme sur nos systèmes et procédés actuels et des conséquences de l'utilisation des nouveaux taux de référence pertinents lors de la conversion de nos ententes de prêt existantes.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses dans l'application de certaines méthodes comptables. Nous prenons nos décisions en fonction des données de marché actuelles et d'autres informations disponibles à la date des états financiers. Nous avons établi des procédures pour nous assurer que le processus d'estimation et de formulation d'hypothèses est bien contrôlé et se fait de manière adéquate et systématique.

Étant donné que les estimations et les hypothèses comportent des éléments d'incertitude, les résultats réels peuvent varier considérablement des estimations de la direction. L'incertitude provient en partie de l'utilisation d'informations disponibles à une date donnée pour la formulation de nos hypothèses. Bien que ces données constituent le fondement le plus sûr pour nos hypothèses, certains événements économiques ultérieurs peuvent venir invalider les hypothèses retenues et, ainsi, rendre les résultats réels fort différents des estimations.

La direction a utilisé des estimations dans une mesure considérable tout en exerçant son jugement conformément à ce qui est décrit aux paragraphes suivants.

PRÊTS ET COMPTE DE CORRECTION DE VALEUR ET PROVISIONS POUR PERTES DE CRÉDIT

Le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes de crédit attendues. Ces estimations sont revues périodiquement pendant l'exercice et font l'objet d'un examen approfondi à la date d'établissement des états financiers.

Le compte de correction de valeur et les provisions visent à fournir une estimation des pertes de crédit attendues que le portefeuille de prêts aura subies. L'estimation fait partie intégrante du calcul de la probabilité des défaillances à venir, de l'évaluation de la gravité des pertes en cas de défaillance, de l'examen de la qualité du crédit des débiteurs et, le cas échéant, de l'évaluation du nantissement fourni. La direction tient aussi compte de l'incidence que certains facteurs macroéconomiques prospectifs, notamment les événements économiques actuels et futurs, tendances sectorielles et concentrations de risques, auraient sur le portefeuille ainsi que sur le compte de correction ou la provision à établir.

Une correction de valeur ou une provision est établie pour chaque prêt que la direction considère comme ayant subi une dépréciation ou pour lequel une perte a été subie. Lorsque le débiteur est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur nette de réalisation. La direction doit procéder à un certain nombre d'estimations, notamment en ce qui a trait à la durée et au montant des flux de trésorerie futurs, ainsi qu'à la valeur résiduelle du nantissement sous-jacent.

Le jugement de la direction sert au calcul de la perte de crédit attendue, car il s'agit de recourir à des informations prospectives pour pouvoir appuyer la prédiction d'un événement futur et à des comportements passés pour pouvoir déterminer la durée de vie attendue d'un instrument financier. Le jugement sert aussi à évaluer si un risque de crédit a augmenté ou non de façon importante.

Juste valeur des instruments financiers

La plupart de nos instruments financiers – titres négociables, instruments dérivés et placements – sont inscrits dans l'état de la situation financière à leur juste valeur, soit le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Nos instruments financiers sont classés dans trois niveaux, selon que les techniques employées pour leur évaluation utilisent des données de marché observables ou non observables. Les instruments financiers classés au niveau 1 sont évalués d'après les cotes du marché, ce qui signifie que le recours à l'estimation est minime. Les instruments classés aux niveaux 2 et 3 nécessitent un degré plus élevé d'estimation et de jugement, car les informations les concernant peuvent ne pas s'appuyer sur des données de marché observables, comme les taux d'actualisation, les courbes de rendement et les autres données qui entrent dans nos modèles. Pour en savoir plus, voir les notes 4 et 6.

Nos placements dans des fonds sont considérés comme des placements dans une entité structurée, c'est-à-dire une entité créée dans un dessein précis et bien défini. C'est la direction qui juge si nous contrôlons ou non une entité structurée. Lorsque nous détenons un pouvoir sur une entité structurée, que nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec l'entité structurée et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements du fait de notre pouvoir sur cette entité structurée, nous sommes réputés en avoir le contrôle et nous devons la consolider dans nos états financiers. Si les critères d'identification du contrôle ne sont pas remplis, l'entité structurée n'est pas consolidée.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les titres négociables à court terme qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance, sont considérés comme très liquides, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et comportent un risque négligeable de changement de valeur. Dans l'état de la situation financière, les équivalents de trésorerie sont compris dans les titres négociables.

TITRES NÉGOCIABLES

Les titres négociables sont détenus à des fins de liquidité auprès de contreparties solvables, qui doivent afficher une cote de crédit décernée par une agence de notation externe de A- au minimum pour toutes les transactions.

Les titres négociables que FinDev Canada détient directement sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net pour rendre compte de la gestion de ces instruments selon notre modèle économique. L'achat et la vente de ces titres sont comptabilisés à la date de la transaction, et les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les produits d'intérêts sont comptabilisés en tant que produits tirés des titres négociables dans l'état du résultat global. Les profits et les pertes réalisés ou latents sur ces titres sont inscrits dans les autres produits ou (charges), dans l'état du résultat global.

PRÊTS

Les prêts sont initialement inscrits à leur juste valeur. Par la suite, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous détenons nos prêts dans le but de recevoir des flux de trésorerie contractuels qui correspondent à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts et de commissions. Ils sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie prennent fin ou lorsque nous transférons la quasi-totalité des risques et avantages liés au droit de propriété. Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque le débiteur a omis d'effectuer son versement à la date d'échéance prévue au contrat.

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et de comptabilisation des produits d'intérêts durant la période concernée en tant que produits du financement et des placements dans l'état du résultat global. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les sorties ou entrées de trésorerie futures sur la durée prévue de l'instrument financier ou, selon les cas, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, nous estimons les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier (par exemple, les options de paiement anticipé), mais nous ne tenons pas compte des pertes de crédit futures. Ce calcul inclut l'ensemble des commissions payées ou reçues qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction et de toutes les autres surcotes ou décotes. Les produits différés tirés des prêts, qui se composent de commissions d'encours, de charges administratives et d'autres frais initiaux, sont considérés comme faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont amortis sur la durée des prêts correspondants.

Le compte de correction de valeur et les provisions pour pertes de crédit représentent les meilleures estimations de la direction quant aux pertes de crédit attendues et ils sont donc établis selon ce modèle.

Les instruments financiers devant subir un test de dépréciation comprennent les prêts comptabilisés au coût amorti. Le compte de correction de valeur pour pertes de crédit concernant les prêts est présenté au poste Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, dans l'état de la situation financière.

Les variations du compte de correction de valeur et des provisions pour pertes de crédit qui résultent des montages, des remboursements ou des arrivées à échéance, ainsi que les changements dans les paramètres du risque, les réévaluations et les modifications, sont comptabilisés au poste Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit, dans l'état du résultat global.

Modèle de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues

Le modèle de pertes de crédit attendues comporte trois phases où transitent les corrections de valeur et les provisions pour pertes de crédit aux fins de leur évaluation. Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont dans la phase 1. La perte de crédit attendue est évaluée en fonction de la phase attribuée à l'instrument financier, comme suit :

- *Phase 1* – Lorsque le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue dans les 12 mois à venir du fait d'une défaillance.
- *Phase 2* – Lorsque le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis le montage, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument financier.
- *Phase 3* – Lorsque l'instrument financier est considéré comme déprécié, la correction de valeur ou la provision est comptabilisée sur la base d'une perte de crédit attendue pour toute la durée résiduelle de l'instrument, et les produits d'intérêts sont calculés en fonction de la valeur comptable de l'instrument diminuée de la correction de valeur ou de la provision, et non en fonction de sa valeur comptable brute.

Dépréciation et sortie ou réduction de valeur des instruments financiers

Selon la définition de défaillance à l'égard des prêts et des engagements de prêts que FinDev Canada a établie, les instruments financiers sont considérés comme étant en défaillance et classés en phase 3 lorsqu'ils remplissent au moins une des deux conditions ci-après, lesquelles sont des indications objectives de dépréciation :

- la qualité du crédit s'est détériorée à tel point que FinDev Canada considère qu'il est improbable que le débiteur puisse rembourser entièrement sa dette envers elle;
- l'arriéré du débiteur sur la créance détenue par FinDev Canada dépasse 90 jours, ce qui est un critère selon IFRS 9.

S'il existe des indications objectives d'une perte de valeur d'un prêt ou d'un engagement de prêt considéré individuellement, le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial du prêt, des flux de trésorerie futurs estimés. La valeur comptable du prêt est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur individuelle.

Par la suite, les produits d'intérêts sur un prêt déprécié individuellement sont comptabilisés sur la base de la valeur comptable réduite du prêt, selon le taux d'intérêt effectif initial du prêt.

Les prêts et leurs corrections de valeur sont décomptabilisés soit partiellement (réduction de valeur), soit entièrement (sortie), lorsque toutes les méthodes de recouvrement, y compris la réalisation du nantissement, ont été épuisées et qu'on ne peut vraisemblablement envisager aucun autre recouvrement.

Nous traitons le prêt comme de nouveau productif lorsqu'il est probable que les paiements contractuels continueront aux termes de la convention de prêt.

ÉVALUATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES

En calculant les pertes de crédit attendues et en attribuant les différentes phases, on tient compte de renseignements raisonnables et justifiables sur des événements passés, sur la situation actuelle et sur de futurs événements économiques à prévoir. L'estimation des données prospectives et le maniement de l'information prospective, à l'aide des sources d'information internes et externes, nécessitent beaucoup de jugement.

Le modèle de pertes de crédit attendues est fonction de la probabilité de défaillance, de la perte en cas de défaillance et de l'exposition en cas de défaillance d'un débiteur donné ou d'un groupe donné de débiteurs ayant des caractéristiques similaires, comme l'appartenance au même pays ou secteur industriel, ou la similitude du risque de crédit, lesquelles pertes sont actualisées à la date de clôture à l'aide du taux d'intérêt effectif ou d'un taux qui s'y rapproche. La probabilité de défaillance, qui est basée sur des données actuelles et historiques et sur des facteurs macroéconomiques pertinents et prospectifs, sert à estimer la possibilité de défaillance dans une période donnée. La perte en cas de défaillance est une estimation du pourcentage de la perte qui sera subie advenant une défaillance de la part du débiteur. L'exposition en cas de défaillance est basée sur les flux de trésorerie attendus, lesquels tiennent compte des dispositions du contrat et des tendances prospectives relatives aux remboursements et aux prélèvements, et représente l'exposition en cours au moment de la défaillance.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Les pertes de crédit attendues sont calculées à l'aide d'informations prospectives produites à partir de prévisions raisonnables et justifiables, à la date de clôture, à l'égard des conditions économiques futures. Le modèle de pertes de crédit attendues ne considère pas tous les scénarios possibles, mais il reflète un échantillon représentatif formé de trois résultats possibles. Les scénarios retenus ne sont pas biaisés en faveur des extrêmes, reflètent une cohérence entre les variables et sont pondérés par leur probabilité d'occurrence.

En plus des prévisions macroéconomiques de base, nous considérons deux autres prévisions possibles. Ces autres prévisions aident les analystes du risque pays et des secteurs industriels de l'Équipe des services économiques d'EDC à détecter et à vérifier les scénarios favorables et défavorables possibles, dont les incidences et la probabilité d'occurrence sont prises en compte. Chaque trimestre, les scénarios sont réexaminés pour en déterminer la pertinence.

Les variables macroéconomiques prises en compte lors de l'élaboration des scénarios ont été jugées comme étant des facteurs déterminants dans les prévisions macroéconomiques mondiales et comme très pertinentes pour notre portefeuille de prêts; elles comprennent, entre autres, le produit intérieur brut, le cours des produits de base, les indices boursiers, les rendements obligataires et les taux de chômage. Les variables macroéconomiques retenues dans le modèle de pertes de crédit attendues sont choisies en fonction du secteur industriel. Nous évaluons également la mesure dans laquelle ces variantes pourraient ne pas refléter des événements économiques récents qui pourraient occasionner une détérioration du crédit. Dans ces cas, nous estimerons l'effet que cela pourrait avoir sur nos comptes de correction de valeur et nos provisions, et appliquerons des comptes de correction de valeur et des provisions supplémentaires pour risques de marché à certains secteurs industriels ou à d'autres catégories à risque si nous le jugeons approprié.

AUGMENTATION IMPORTANTE DU RISQUE DE CRÉDIT

À chaque date de clôture, on évalue si le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. L'évaluation, qui se fait sans égard à l'exonération en cas de risque de crédit faible permise par IFRS 9, nécessite un jugement important et tient compte des facteurs suivants:

- une limite basée sur un changement relatif dans la probabilité de défaillance pour la durée de vie attendue résiduelle de l'instrument par rapport à la probabilité de défaillance du début;
- les informations qualitatives disponibles à la date de clôture;
- le nombre de jours depuis que le compte est en souffrance.

Si le compte est en souffrance depuis 30 jours, il passe à la phase 2. S'il est en souffrance depuis 90 jours, il est considéré comme déprécié et il passe à la phase 3.

Les actifs peuvent être transférés dans les deux sens pendant qu'ils cheminent à travers les différentes phases du modèle de dépréciation. Si, dans une période ultérieure, la qualité du crédit d'un instrument de phase 2 s'améliore de sorte que l'augmentation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale n'est plus considérée comme importante, l'instrument est transféré vers la phase 1, et la correction de valeur ou la provision pour pertes de crédit est rajustée en étant basée sur des pertes de crédit attendues dans les 12 mois.

Placements

Les placements représentent les placements directs détenus dans des sociétés à capital fermé ainsi que les placements dans des fonds de capital-investissement. L'achat et la vente de ces placements sont comptabilisés à la date de la transaction et sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net. Les variations ultérieures de la juste valeur et les profits et les pertes réalisés sont comptabilisés comme autres produits ou (charges). Les coûts de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat de location consiste en un contrat, ou une partie d'un contrat, par lequel est cédé le droit d'utiliser un bien pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour évaluer si un contrat confère un droit d'utilisation d'un actif, nous déterminons s'il donne à FinDev Canada:

- l'accès, de façon explicite ou implicite, à un actif physique identifiable;
- le droit de recevoir l'essentiel des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif;
- le droit de contrôler l'utilisation de l'actif.

Nous comptabilisons l'actif au titre de droits d'utilisation et l'obligation locative à compter de la date de début du contrat. À la comptabilisation initiale, l'actif au titre de droits d'utilisation est évalué au coût et, ultérieurement, il est amorti selon le mode linéaire depuis la date de début jusqu'à la date de fin du contrat. L'actif au titre de droits d'utilisation fait également l'objet d'un test de dépréciation, conformément aux exigences d'IAS 36.

Notre actif au titre de droits d'utilisation se rapporte à des bureaux. Nous comptabilisons les composantes locatives séparément des composantes non locatives. Nous ne comptabilisons pas les actifs au titre de droits d'utilisation ni les obligations locatives pour les contrats de location à court terme de 12 mois ou moins ou pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Notre obligation locative est initialement évaluée selon les paiements de loyers actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, à défaut, à notre taux d'emprunt marginal. L'obligation est par la suite évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée advenant un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une modification de la durée du contrat de location. Lorsqu'un contrat de location est réévalué, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre de droits d'utilisation, ou un profit ou une perte est inscrit dans les autres produits ou les autres charges si la valeur comptable de l'actif est nulle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. La dotation aux amortissements est calculée selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation ou la durée de la location. Les durées d'utilité estimées et les méthodes d'amortissement sont réexaminées à la fin de chaque exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement. La durée d'utilité servant au calcul de l'amortissement du mobilier et du matériel est de cinq ans (trois ans pour le matériel informatique). Les améliorations locatives sont amorties de manière linéaire sur la durée des contrats de location ou leur durée d'utilité, selon la plus courte des deux périodes. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charges administratives.

Le profit ou la perte résultant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle représente l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de l'immobilisation, écart qui est inscrit à titre d'autres produits ou (charges). Les durées d'utilité estimées et la méthode d'amortissement sont réexaminées à la fin de chaque exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent les logiciels conçus en interne et les logiciels achetés. Elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La dotation aux amortissements est comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation incorporelle, durée qui varie actuellement de cinq à dix ans. Les durées d'utilité estimées et les méthodes d'amortissement sont revues à la fin de chaque exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement. La dotation aux amortissements est comptabilisée en charges administratives.

Les immobilisations incorporelles sont réexaminées annuellement pour trouver un quelconque indice de dépréciation. En présence d'un tel indice, on détermine si la valeur comptable est entièrement recouvrable. En cas de dépréciation, une perte de valeur est comptabilisée dans les charges administratives pour que la valeur comptable soit ramenée à la valeur recouvrable.

Instruments dérivés

Les instruments dérivés (les «dérivés») sont des contrats financiers qui tirent leur valeur des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, du cours des titres de capitaux propres, des écarts de taux ou d'autres mesures financières. Nous utilisons des dérivés (swaps de devises) pour gérer le risque de change.

Nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture à nos dérivés. Ceux-ci sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat net, dans l'état de la situation financière, à la date de transaction, et sont sortis de l'état de la situation financière lorsqu'ils arrivent à terme ou sont résiliés. Les dérivés ayant une juste valeur positive sont inscrits comme instruments dérivés dans l'actif, tandis que les dérivés ayant une juste valeur négative sont inscrits comme instruments dérivés, mais dans le passif. Les produits et charges d'intérêts liés à nos dérivés sont intégralement comptabilisés en charges d'intérêts, tandis que les profits et pertes réalisés ou latents sont comptabilisés en autres produits ou (charges).

Apport des donateurs

FinDev Canada conclut des ententes de cofinancement avec plusieurs donateurs afin d'avoir plus de ressources à affecter aux projets d'impact sur le développement. Les apports des donateurs sont gérés collectivement avec les propres apports de FinDev Canada. Les apports reçus ou à recevoir dans le cadre des ententes signées sont comptabilisés en tant que produits différés. Ces produits différés sont ensuite comptabilisés en produits pour l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Dettes fournisseurs et autres crédits

Les dettes fournisseurs et autres crédits sont comptabilisés au coût amorti.

Conversion de devises

Tous les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation de FinDev Canada, aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens (quotidiens ou mensuels) en vigueur pendant l'exercice. Les écarts de change découlant de la conversion des soldes et des transactions libellés en devises sont comptabilisés comme autres produits ou (charges).

Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis aux taux historiques. Les éléments non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis au cours de change affiché à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Régimes de prestations de retraite

Nous participons à des régimes de retraite parrainés par EDC, et comptabilisons notre participation selon la méthode de comptabilité d'engagement en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. Pour de plus amples renseignements sur ces régimes de prestations de retraite, veuillez consulter la note 3 du Rapport annuel d'EDC.

4. Titres négociables

FinDev Canada détient des instruments à court terme en dollars canadiens portant intérêt auprès de banques canadiennes qui viennent à échéance dans un an ou moins, à des fins de gestion de trésorerie. Les instruments qui ont une durée d'au plus 90 jours à compter de la date de leur acquisition jusqu'à leur échéance sont considérés comme des équivalents de trésorerie.

Notre portefeuille de titres négociables nous expose au risque que les institutions de dépôt ou contreparties ne nous remboursent pas conformément aux dispositions contractuelles. Pour atténuer ce risque, nous ne détenons des titres négociables qu'auprès de contreparties ayant une cote de crédit de A- ou plus. Le risque de crédit potentiel auquel nous nous exposons en raison des titres négociables correspond à la valeur comptable des instruments financiers.

Le taux de rendement des titres négociables pour 2020 correspond à 0,69 % (2,01 %[1] en 2019).

[1] *Les rendements de la période précédente ont été retraités en fonction de la méthode utilisée pour la période considérée.*

5. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Prêts

Le tableau suivant montre les éléments qui constituent nos prêts:

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2020**	31 déc. 2019
Prêts bruts	**102 338**	21 807
Créances au titre des intérêts et des commissions	**609**	428
Produits différés tirés des prêts et autres crédits	**(1 238)**	(258)
Total des prêts	**101 709 $**	21 977 $

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période:

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Solde à l'ouverture de l'exercice	**21 807**	-
Déboursements	**87 168**	22 280
Remboursements de principal	**(2 012)**	-
Intérêts incorporés	**38**	-
Écart de change	**(4 663)**	(473)
Solde à la clôture de l'exercice	**102 338 $**	21 807 $

À la fin de 2020, les prêts totalisaient 101,7 millions de dollars, ayant augmenté de 79,7 millions depuis la fin de 2019.

La concentration des risques pays se ventile comme suit:

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2020**			31 déc. 2019	
Pays	**Prêts bruts productifs**	**%**	Pays	Prêts bruts productifs*	%
Colombie	**39 449**	**38**	Pérou	10 388	48
Curaçao	**25 474**	**25**	Équateur	10 226	47
Panama	**17 195**	**17**	Colombie	1 193	5
Pérou	**10 190**	**10**			
Équateur	**10 030**	**10**			
Total	**102 338 $**	**100**	Total	21 807 $	100

*Les chiffres de la période précédente ont été reclassés pour tenir compte de la présentation de la période considérée.

Nous appliquons plusieurs méthodes d'atténuation du risque de crédit à nos prêts commerciaux, notamment en exigeant une certaine forme de sûreté. Les formes de sûreté les plus courantes comprennent les biens immeubles et meubles de même que les agencements de l'emprunteur.

Au 31 décembre 2020, notre exposition maximale au risque de crédit se chiffrait à 127,8 millions de dollars (21,8 millions au 31 décembre 2019).

Exposition ventilée par phase

Le tableau suivant présente une ventilation de nos prêts bruts et de nos engagements de prêts en fonction de la qualité du crédit.

(en milliers de dollars canadiens)			**31 déc. 2020**	31 déc. 2019
	Phase 1	**Phase 2**	**$**	**$**
Prêts bruts	**80 880**	**21 458**	**102 338**	**21 807**
Engagements de prêts	**25 474**	**-**	**25 474**	**-**

*Toutes les expositions sont de qualité inférieure, car elles représentent des emprunteurs dont la cote de crédit correspond, au mieux, à BB+ selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit.

Compte de correction de valeur et provisions pour pertes de crédit

Un compte de correction de valeur pour pertes sur prêts de 4,1 millions de dollars a été comptabilisé, en hausse de 2,4 millions depuis le 31 décembre 2019, ce qui reflète essentiellement les risques accrus dans le portefeuille du fait de l'incertitude économique actuelle attribuable à la pandémie de COVID-19. En raison de cette période plus risquée, plusieurs prêts et leurs comptes de correction de valeur ont été transférés depuis la phase 1 vers la phase 2 au cours du premier trimestre de 2020, car leur risque de crédit s'est amplifié depuis leur montage, et ils ont été réévalués conformément à IFRS 9.

Au 31 décembre 2020, les engagements de prêts non déboursés totalisaient 25,5 millions de dollars (néant au 31 décembre 2019), et la provision pour pertes sur engagements de prêts s'établissait à 309 000 $ (néant au 31 décembre 2019).

Le tableau suivant présente les variations que le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et la provision pour pertes sur engagements de prêts ont subies au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

(en milliers de dollars canadiens)			**2020**		2019
	Phase 1	**Phase 2**	**Total**	Phase 1	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts					
Solde à l'ouverture de la période	1 743	-	1 743	-	-
Dotation à la provision					
Transfert vers la phase 1	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(1 743)	1 743	-	-	-
Réévaluations	(307)	1 948	1 641	99	99
Nouveaux montages	1 101	-	1 101	1 649	1 649
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	-	-	-	-
Changements dans les paramètres du risque	-	-	-	-	-
Total de la provision ou (de la reprise)	(949)	3 691	2 742	1 748	1 748
Écart de change	(30)	(309)	(339)	(5)	(5)
Solde à la clôture de l'exercice	764	3 382	4 146	1 743	1 743
Provision pour pertes sur engagements de prêts					
Dotation à la provision					
Transfert vers la phase 1	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	-	-	-	-	-
Réévaluations	(13)	-	(13)	-	-
Nouveaux montages	991	-	991	264	264
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(669)	-	(669)	(266)	(266)
Changements dans les paramètres du risque	-	-	-	-	-
Total de la provision ou (de la reprise)	309	-	309	(2)	(2)
Écart de change	-	-	-	2	2
Solde à la clôture de l'exercice	309	-	309	-	-
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et de la provision pour pertes sur engagements de prêts	1 073 $	3 382 $	4 455 $	1 743 $	1 743 $

6. Placements

(en milliers de dollars canadiens)	**31 déc. 2020**		31 déc. 2019	
	Coût	**Juste valeur**	Coût	Juste valeur
Placements directs	**40 758**	**41 891**	38 955	41 152
Placements dans des fonds de placement	**26 815**	**26 364**	11 121	10 163
Total des placements	**67 573 $**	**68 255 $**	50 076 $	51 315 $

Nous investissons dans des fonds qui sont des organismes de placement collectif structurés comme des entités en commandite simple et financés par des commanditaires. Ces fonds investissent principalement dans des sociétés fermées ou ouvertes et sont considérés comme des entités structurées.

Il nous reste des paiements de 58,6 millions de dollars à effectuer au titre des engagements de placements dans des fonds (50,2 millions en 2019).

Des coûts de transaction de 450 000 $ (74 000 $ en 2019) associés aux placements dans des fonds sont comptabilisés dans l'état du résultat global.

7. Immobilisations corporelles

Les activités liées aux immobilisations corporelles au cours de l'exercice se présentent comme suit:

(en milliers de dollars canadiens)	**Dec. 31 2020**				Dec. 31 2019			
	Matériel informatique	**Mobilier et matériel**	**Améliorations locatives**	**Total**	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Améliorations locatives	Total
Coût								
Solde à l'ouverture de l'exercice	**74**	**153**	**528**	**755**	74	90	460	624
Entrées	**-**	**-**	**63**	**63**	-	63	68	131
Solde à la clôture de l'exercice	**74**	**153**	**591**	**818**	74	153	528	755
Cumul des amortissements:								
Solde à l'ouverture de l'exercice	**(38)**	**(23)**	**(132)**	**(193)**	(13)	(5)	(40)	(58)
Dotation aux amortissements	**(24)**	**(31)**	**(126)**	**(181)**	(25)	(18)	(92)	(135)
Solde à la clôture de l'exercice	**(62)**	**(54)**	**(258)**	**(374)**	(38)	(23)	(132)	(193)
Valeur comptable	**12 $**	**99 $**	**333 $**	**444 $**	36 $	130 $	396 $	562 $

À la fin de 2020, les engagements contractuels futurs relatifs aux immobilisations corporelles étaient à néant (197 000 $ en 2019).

8. Actif au titre de droits d'utilisation et obligation locative

Actif au titre de droits d'utilisation

FinDev Canada loue des bureaux en vertu d'un contrat de location de cinq ans, qu'elle peut renouveler pour une même durée à l'arrivée de l'échéance. Nous avons inclus l'option de prolongation dans l'évaluation de l'obligation locative, car nous avons la certitude raisonnable d'exercer cette option. La variation de l'actif au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice se présente comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Solde à l'ouverture de l'exercice	**1 663**	1 856
Dotation aux amortissements	**(194)**	(193)
Solde à la clôture de l'exercice	**1 469 $**	1 663 $

Obligation locative

Le tableau suivant présente l'analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés liés à notre obligation locative au 31 décembre 2020 :

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Moins de 1 an	**206**	206
De 1 à 5 ans	**1 107**	1 085
Plus de 5 ans	**342**	569
Total de l'obligation locative non actualisée	**1 655**	1 860
Total de l'obligation locative à la clôture de l'exercice	**1 517 $**	1 686 $

Les charges d'intérêts sur les obligations locatives pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 se sont élevées à 37 000 $ (41 000 $ en 2019). Les charges relatives aux contrats de location à court terme et à ceux dont les biens sous-jacents sont de faible valeur ont été négligeables. Les sorties de trésorerie totales liées aux contrats de location se sont établies à 206 000 $ (206 000 $ en 2019), dont 169 000 $ (169 000 $ en 2019) en remboursement de principal sur les obligations locatives.

À la fin de 2020, les engagements contractuels futurs liés aux composantes non locatives, aux contrats de location dont les biens sous-jacents étaient de faible valeur et aux contrats de location à court terme totalisaient 1,3 million de dollars (2 millions à la fin de 2019).

9. Instruments dérivés

Nous gérons le risque de change à l'aide de swaps de devises. Ces instruments représentent des engagements qui consistent à échanger, en deux opérations de change, des flux de trésorerie dans des devises différentes, la première étant effectuée à l'origine au taux au comptant, et la deuxième, à un taux préétabli, à une date ultérieure précise.

Pour limiter le risque de crédit associé à nos instruments dérivés, nous ne concluons les swaps de devises qu'avec EDC.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière. Les notionnels ne sont pas inscrits à l'actif ni au passif dans notre état de la situation financière, car ils ne représentent que la valeur nominale du contrat à laquelle on applique un taux ou un prix pour calculer les flux de trésorerie qui seront échangés.

Nous avons conclu des swaps de devises (pour des durées allant de 5 à 9 mois) avec EDC afin de convertir des fonds canadiens en dollars américains. Au 31 décembre 2020, ces swaps avaient une valeur notionnelle de 172 millions de dollars (75 millions au 31 décembre 2019). Les charges d'intérêts sur ces swaps, de 144 000 $ (158 000 $ en 2019), ont été comptabilisées dans l'état du résultat global.

10. Produits différés

Les produits différés de 697 000 $ (369 000 $ en 2019) constituent la portion non dépensée des apports du donateur Affaires mondiales Canada (anciennement le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement) dans le cadre du projet de facilité d'assistance technique.

11. Capital social

Au cours de l'exercice, le capital social autorisé de FinDev Canada a été augmenté pour passer à 300 millions de dollars, ce qui représente 3 millions d'actions (200 millions de dollars et 2 millions d'actions en 2019). Les actions, d'une valeur nominale de 100 $ chacune, confèrent le droit à notre actionnaire de toucher un dividende de temps à autre. Le 6 juillet 2020, FinDev Canada a bénéficié d'une injection de capitaux de 100 millions de dollars en échange de 1 million d'actions d'une valeur nominale de 100 $ chacune. Au cours du troisième trimestre de 2020, 1 million d'actions ordinaires ont été émises (1 million en 2019).

12. Gestion du capital

En finançant des sociétés fermées oeuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, nous courons plusieurs risques financiers. L'un de ces risques est le risque d'insuffisance du capital, qui est le risque de subir une perte résultant de l'incapacité à détenir un capital suffisant, ce qui provoquerait l'interruption des activités ou l'insolvabilité de l'entreprise, voire la faillite. Nous gérons notre risque d'insuffisance du capital selon une politique de gestion du capital que le Conseil d'administration a approuvée.

Entre autres choses, cette politique établit l'approche et les méthodes d'évaluation, de surveillance et de gestion du risque d'insuffisance du capital. Elle décrit aussi comment calculer le capital disponible (offre de capital) et le capital requis (demande de capital) périodiquement. Un excédent de capital survient lorsque l'offre de capital dépasse la demande de capital. En raison de l'absence d'emprunts et de la constitution relativement nouvelle de notre portefeuille, nous affichions un excédent de capital au 31 décembre 2020.

Notre méthode de gestion du capital vise l'alignement sur notre société mère, Exportation et développement Canada. La méthode repose sur les principes de Bâle, que les institutions financières du monde entier considèrent comme le meilleur modèle à suivre et qui constituent les normes pour les institutions réglementées.

Notre société mère a en place un Cadre de gestion du capital qui s'aligne sur le processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres («PIEAFP») et sert de ligne directrice pour déterminer notre capital requis. La demande de capital, qui est calculée au moyen de modèles ou de méthodes qui estiment le capital nécessaire pour couvrir les pertes éventuelles que suppose une cote de solvabilité AA, prend en compte le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque de marché et le risque stratégique. L'offre de capital est déterminée à partir de nos états financiers et représente le capital versé et les résultats non distribués.

L'un des principes clés de notre gestion du capital est l'établissement d'une norme ou cote de solvabilité cible qui permet d'équilibrer le capital disponible et le capital requis. Nous avons fixé cette cote de solvabilité cible à AA, qui correspond à celle de notre société mère.

Le plafond de nos financements par emprunt a été fixé à trois fois nos fonds propres. Ce plafond sera revu périodiquement, et la capacité d'emprunt sera réduite en cas d'insuffisance de capital, et ce, à la suite d'une détérioration du profil de risque de notre portefeuille ou d'une réduction du capital requis.

13. Gestion des risques financiers

En finançant des sociétés fermées oeuvrant dans des pays en développement ou en acquérant des titres de capitaux propres dans de telles sociétés, FinDev Canada court plusieurs risques financiers. Approuvé par le Conseil et conçu pour contrôler et atténuer l'exposition de FinDev Canada aux risques financiers, le Cadre de gestion des risques financiers vient établir le système de gouvernance et de surveillance des opérations de financement, des opérations sur titres de capitaux propres et des opérations de trésorerie. Ce cadre établit la marche à suivre pour assurer une gestion efficace des risques financiers, notamment en précisant les limites que le Conseil doit fixer et les méthodes de surveillance et de communication de l'information.

Les principaux risques financiers auxquels FinDev Canada s'expose sont décrits ci-après.

RISQUE LIÉ À LA COMPTABILITÉ ET À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Risque de perte ou de dommage découlant d'une erreur dans la comptabilité ou l'information financière, y compris une anomalie significative dans les états financiers, et du non-respect des lois et des règlements en matière de communication de l'information financière.

RISQUE D'INSUFFISANCE DU CAPITAL

Risque de perte découlant d'un capital insuffisant qui provoquerait l'interruption des activités ou l'insolvabilité de l'entreprise.

RISQUE DE CONCENTRATION EN PORTEFEUILLE

Risque de perte découlant d'une exposition unique ou d'un groupe d'expositions de nature à engendrer des pertes suffisamment importantes au point de menacer la santé financière de FinDev Canada ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

RISQUE DE DÉBITEUR

Risque de perte découlant de l'incapacité d'un emprunteur ou d'un garant à respecter ses obligations selon les conditions convenues ou découlant de variations défavorables de la valeur des titres de capitaux propres détenus par FinDev Canada.

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

The risk of loss due to the inability of FinDev Canada to raise/borrow funds to meet its financial obligations.

RISQUE DE MARCHÉ

Risque de perte découlant d'une fluctuation défavorable des cours du marché, des taux d'intérêt ou des taux de change. Par exemple, le risque de marché pourrait survenir en raison d'une asymétrie de devises entre les actifs et les passifs de FinDev Canada, ou à cause des fonds empruntés à taux d'intérêt fixe qui sont prêtés à un taux d'intérêt variable.

RISQUE DE CONTREPARTIE AUX OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE

Risque de perte attribuable à l'incapacité d'une contrepartie à une opération de trésorerie ou d'une contrepartie à une opération de transfert de risque à respecter ses obligations selon les conditions convenues.

14. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées, y compris celle relative à la pandémie de COVID-19, et par la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment précis et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée de nos instruments financiers ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Nous avons instauré des contrôles et politiques pour nous assurer que nos évaluations sont appropriées et réalistes. Les modèles, les méthodes d'évaluation et les paramètres et données relatifs au marché sont soumis à un examen et à une validation périodiques, ainsi qu'à une comparaison avec les valeurs fournies par des tiers.

Nous classons les instruments financiers dans la hiérarchie des justes valeurs selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aune de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée d'après des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les hypothèses et les techniques d'évaluation que nous utilisons pour estimer la juste valeur sont décrites ci-après.

Prêts

Les prêts sont classés comme des instruments financiers de niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs et avaient, au 31 décembre 2020, une juste valeur de 102,5 millions de dollars (20,7 millions au 31 décembre 2019) et une valeur comptable de 97,6 millions de dollars (20,2 millions au 31 décembre 2019).

Titres négociables

Nous estimons la juste valeur des titres négociables à l'aune des prix observables sur le marché. S'il est impossible de connaître ces prix, nous déterminons la juste valeur en actualisant les flux de trésorerie futurs par une courbe de taux appropriée. Tous nos titres négociables sont classés au niveau 1.

Placements

Notre approche relative à l'évaluation de la juste valeur est fondée sur les lignes directrices contenues dans les *International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines*. Suivant le type de placement direct, nous estimons la juste valeur selon l'une des méthodes suivantes : les approches fondées sur le marché (notamment en utilisant le cours d'une action d'après les données de marché disponibles, le prix d'un titre récemment inclus dans le portefeuille de placements, des multiples ou des données de référence sectorielles); les approches fondées sur les bénéfices (telles que l'actualisation des flux de trésorerie); l'approche fondée sur le coût de remplacement (comme celui de l'actif net). Notre évaluation des fonds se base sur les états financiers les plus récents publiés au sujet des fonds. Les évaluations sont établies par la direction et approuvées par un comité d'évaluation indépendant. Les méthodes d'évaluation sont constamment validées et étalonnées au moyen de discussions avec les coinvestisseurs et les intervenants du marché, compte tenu de tous les événements connus du marché.

Au 31 décembre 2020, nous détenions un placement pour lequel une donnée non observable, soit un multiple des ventes de 1,95, avait servi à sa méthode d'évaluation et à l'égard duquel nous avions inscrit une juste valeur de 16,4 millions de dollars.

Le tableau suivant présente un rapprochement des justes valeurs de niveau 3 entre 2020 et 2019 en ce qui concerne les placements :

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Solde à l'ouverture de l'exercice	**51 315**	15 971
Déboursements pour les placements	**20 028**	35 185
Profits ou (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	**(561)**	1 663
Encaissements sur les placements	**(599)**	-
Écart de change	**(1 928)**	(1 504)
Solde à la clôture de l'exercice	**68 255 $**	51 315 $
Total des profits ou (pertes) de l'exercice, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture de l'exercice	**(561) $**	1 663 $

En 2020, une analyse de sensibilité a été réalisée à l'aide d'autres hypothèses possibles en vue de recalculer la juste valeur de nos instruments financiers de niveau 3. La juste valeur des instruments financiers de niveau 3 est fondée, en tout ou en partie, sur des données non observables. Lors de la préparation des états financiers, des niveaux appropriés sont retenus pour les paramètres des données non observables pour que celles-ci soient cohérentes avec les données de marché actuelles ou le jugement de la direction.

Afin d'analyser la sensibilité de nos placements de niveau 3, nous avons ajusté les données non observables. Les données non observables utilisées dans l'évaluation de nos placements de niveau 3 comprennent une ou plusieurs des données suivantes : multiple des ventes, décote d'illiquidité, multiple du BAIIA et taux d'actualisation. Lorsque plusieurs données non observables se trouvent en situation de choc, aucune compensation n'est envisagée, ce qui entraîne la variation la plus élevée, favorable ou défavorable. Les résultats de l'analyse de nos placements de niveau 3 se retrouvent dans une fourchette allant d'un écart défavorable de 11,6 millions de dollars à un écart favorable de 11,6 millions.

Instruments dérivés

Les contrats de change à terme et les swaps de devises sont évalués en fonction des notionnels actualisés selon la courbe de taux des devises respectives, les valeurs actualisées étant converties au taux de change au comptant du dollar canadien. Tous nos instruments dérivés sont classés au niveau 2.

15. Obligations contractuelles

Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des contrats qui nous engagent à faire des paiements minimaux futurs.

Les obligations d'achat comprennent les obligations qui constituent des accords ayant force obligatoire aux termes desquels nous avons convenu d'acheter des quantités minimales précises de produits et de services dont le prix est défini comme fixe, minimal ou variable sur une période précise.

Au 31 décembre 2020, les obligations d'achat non présentées dans les notes afférentes aux états financiers s'élevaient à 1,9 million de dollars (2,0 millions au 31 décembre 2019).

16. Apport des donateurs

L'apport des donateurs représente précisément les projets d'impact sur le développement que FinDev Canada administre en partenariat avec Affaires mondiales Canada (anciennement le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, des apports de donateurs de 509 000 $ ont été comptabilisés en tant que produits (523 000 $ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 en provenance de la Mastercard Foundation et de l'OPIC).

17. Autres produits ou (charges)

(en milliers de dollars canadiens)	**2020**	2019
Profits ou (pertes) latents sur les placements [1]	**(931)**	1 663
Écart de change	**605**	70
Profits ou (pertes) latents sur les dérivés	**(176)**	(34)
Profits ou (pertes) nets latents sur les titres négociables	**12**	(8)
Total des autres produits ou (charges)	**(490) $**	1 691 $

[1] Perte latente sur les placements qui résulte des commissions de gestion de 1,4 million de dollars (1,9 million en 2019) sur les placements dans des fonds, diminuées des ajustements favorables de la juste valeur, soit 533 000 $ (3,6 millions de dollars en 2019).

18. Régimes de prestations de retraite

FinDev Canada participe à quatre régimes d'avantages d'EDC. Il existe deux régimes de retraite qui contiennent des composantes à prestations déterminées et à cotisations déterminées, soit le Régime de retraite enregistré (RRE) et le Régime de retraite complémentaire (RRC), ainsi que deux autres régimes d'avantages. Pour obtenir une description détaillée de ces régimes, veuillez consulter la note 31 du Rapport annuel d'EDC. Nous capitalisons ces avantages en fonction d'un taux d'attribution déterminé par EDC. En 2020, notre contribution à la capitalisation de notre participation au régime d'avantages s'est établie à 430 millions de dollars (279 milliers de dollars en décembre 2019), somme incluse dans les salaires et avantages.

19. Transactions entre parties liées

Prêts

Au cours de l'exercice, aucun nouveau prêt n'a été acheté à EDC (1,3 million de dollars en 2019).

Instruments dérivés

Comme la note 9 le mentionne, FinDev Canada conclut des swaps de devises avec EDC.

Dette envers Exportation et développement Canada

En 2020, FinDev Canada a versé 1,3 million de dollars à EDC (1,5 million en 2019) en contrepartie de services contractuels communs, pour les besoins du siège social et pour des rôles spécialisés. La prestation des services communs est régie par une série d'accords de service qui reflètent les meilleures pratiques du secteur. Les montants dus à EDC pour des services communs, chiffrés à 964 000 $ au 31 décembre 2020 (1,1 million de dollars au 31 décembre 2019), ne portent pas intérêt et ne sont pas assujettis à des modalités de remboursement précises.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants, définis comme étant les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de FinDev Canada, englobent le Conseil d'administration et l'équipe de direction.

La rémunération payée ou à payer aux principaux dirigeants au cours de l'exercice, y compris les avantages autres qu'en trésorerie qui sont imposables, s'est élevée à 2,5 millions de dollars (811 000 $ en 2019).

FinDev Canada

findevcanada.com